Rapport du troisième trimestre 2022

Rapport financier
pour le trimestre clos le
31 décembre 2021

CAE

Table des matières

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1 1. Points saillants
2 2. Introduction
4 3. À propos de CAE
12 4. Variations du change
12 5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
18 6. Résultats consolidés
21 7. Résultats par secteur
27 8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
28 9. Situation financière consolidée
30 10. Regroupements d'entreprises et acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence
31 11. Modifications de méthodes comptables
32 12. Contrôles et procédures
33 13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

34 État consolidé du résultat net
35 État consolidé du résultat global
36 État consolidé de la situation financière
37 État consolidé des variations des capitaux propres
38 Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

39 Note 1 - Nature des activités et principales méthodes comptables
40 Note 2 - Modifications de méthodes comptables
40 Note 3 - Regroupements d'entreprises et acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence
42 Note 4 - Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
45 Note 5 - Autres (profits) et pertes
45 Note 6 - Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
45 Note 7 - Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
46 Note 8 - Participation gouvernementale
47 Note 9 - Capital-actions et résultat par action
47 Note 10 - Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
48 Note 11 - Éventualités
48 Note 12 - Juste valeur des instruments financiers
50 Note 13 - Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE annonce des produits des activités ordinaires de 848,7 millions $ pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 832,4 millions $ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 15 % pour le trimestre, abstraction faite des produits des activités ordinaires de 93,5 millions $ enregistrés au troisième trimestre de l'exercice précédent en vertu d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada dans le cadre des efforts humanitaires de CAE liés à la COVID 19. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres correspond à un bénéfice de 26,2 millions $ (0,08 $ par action) pour le troisième trimestre, comparativement à 48,8 millions $ (0,18 $ par action) l'an dernier. Au troisième trimestre de l'exercice 2022, le résultat net ajusté* correspond à un bénéfice de 60,7 millions $ (0,19 $ par action), par rapport à 60,0 millions $ (0,22 $ par action) pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre correspond à un bénéfice de 65,5 millions $ (7,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 82,9 millions $ (10,0 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Au troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 112,7 millions $ (13,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 97,2 millions $ (11,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID 19, correspond à un bénéfice de 112,7 millions $ (13,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 86,6 millions $ (10,4 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« Je suis très satisfait de notre performance du troisième trimestre, caractérisée par une croissance à deux chiffres, de solides flux de trésorerie disponibles et des prises de commandes qui ont presque doublé par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Tout cela renforce ma conviction que CAE sera en meilleure position, plus résiliente et plus rentable à l'avenir », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Dans un contexte toujours aussi difficile à l'échelle mondiale, nous avons enregistré une croissance des revenus de 15 %, avant l'apport de notre initiative humanitaire portant sur les respirateurs l'an dernier, une augmentation de 16 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté et un résultat ajusté par action de 0,19 $. Les flux de trésorerie disponibles ont été robustes, s'élevant à 282,1 millions $, ce qui souligne la capacité à générer des liquidités de notre entreprise. Nous avons notamment réalisé d'excellents progrès au chapitre des commandes, comme en témoignent notre ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,62, l'obtention de commandes d'une valeur de près de 1,4 milliard $ et notre carnet de commandes de 9,2 milliards $ à la clôture du trimestre. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 753 millions $, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,93, y compris des accords de formation à long terme avec des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires, de même que la vente de 19 simulateurs de vol. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu des commandes de solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur de 593 millions $, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,39. Enfin, dans le secteur Santé, nous avons à nouveau enregistré une croissance à deux chiffres des revenus grâce à notre organisation redynamisée et à nos solutions innovatrices. »

À propos des perspectives de CAE, Marc Parent a ajouté : « Nous sommes habilement passés à l'offensive pendant cette période de perturbation, et les perspectives à long terme de CAE n'ont jamais été aussi reluisantes. Nous prévoyons que les vents contraires de la pandémie nous accompagneront pendant un certain temps, y compris les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, l'absentéisme des employés et des clients en raison des infections, les contraintes opérationnelles des autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières. L'actuelle recrudescence de la COVID-19 a repoussé la perspective d'une reprise mondiale, mais notre performance au cours du trimestre confirme que nous sommes fermement engagés sur la voie d'une reprise cyclique et d'une croissance à long terme lorsque nos marchés finiront par s'ouvrir et sortir de la pandémie. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)
Au troisième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 390,1 millions $, par rapport à 412,2 millions $ au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de 10 points de pourcentage du taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil, qui s'est établi à 60 %, et d'une baisse du nombre de livraisons de simulateurs de vol (FFS)(11), qui se sont établies à sept pour le trimestre, par rapport à dix au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse reflète les différences temporaires dans le calendrier trimestriel des livraisons de FFS et demeure cohérente avec les perspectives, qui font état de quelque 30 simulateurs pour l'exercice. Les produits des activités ordinaires tirés de la formation du secteur Civil, y compris les participations de CAE dans des coentreprises, se sont accrus de quelque 10 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 57,1 millions $, comparativement à 48,4 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 83,4 millions $ (21,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 62,0 millions $ (15,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, qui sont absents pour le trimestre, correspond à un bénéfice de 83,4 millions $ (21,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 58,4 millions $ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 752,5 millions $, notamment pour la vente de 19 FFS, portant à 33 FFS le total des commandes pour les neuf premiers mois de l'exercice. Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a obtenu des commandes pour quatre FFS additionnels, portant à 37 FFS le nombre total depuis le début de l'exercice. Plus de 60 % des commandes de FFS obtenues par le secteur Civil depuis le début de l'exercice proviennent de clients en Amérique, où la reprise du secteur du transport aérien et de la demande de formation des pilotes a été beaucoup plus marquée. Parmi les contrats de formation importants, notons des prolongations de cinq ans d'ententes de formation dans le domaine de l'aviation commerciale avec Avianca et Endeavor Air, une entente de formation de neuf ans dans le domaine de l'aviation commerciale avec Norwegian ainsi que des ententes de formation de cinq ans dans le domaine de l'aviation d'affaires avec Global Jet Luxembourg, XO Jet et Vista Jet. Le secteur Civil a également annoncé l'expansion de sa capacité de formation des pilotes à Dubaï et le déploiement de son premier simulateur Bombardier Global 6500 au centre exploité par la coentreprise Emirates-CAE Flight Training.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,93 pour le trimestre et à 1,20 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,6 milliards $ à la fin du trimestre.

Le 28 octobre 2021, CAE a annoncé un accord portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes. Sous réserve de sa conclusion, l'acquisition élargira davantage la portée de CAE auprès de sa vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et la positionnera comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie. L'accord, qui est évalué à 392,5 millions $ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture, inclut le catalogue de produits Aircentre de Sabre, les technologies connexes et la propriété intellectuelle ainsi que le transfert des employés hautement qualifiés d'AirCentre. La clôture de la transaction, qui devrait survenir au premier trimestre de l'année civile 2022, est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

Défense et sécurité (Défense)
Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont établis à 426,5 millions $, en hausse de 42 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui comprend un montant de 127,9 millions $ généré par la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT). Le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 16,5 millions $, comparativement à 21,8 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 32,0 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires), compte tenu d'un montant de 19,6 millions $ lié à L3H MT, par rapport à 22,3 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond à un bénéfice de 32,0 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 15,9 millions $ (5,3 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les activités internes du secteur Défense (soit le secteur Défense, abstraction faite de L3H MT) ont généré des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse par rapport au trimestre précédent, mais ceux-ci sont toutefois demeurés inférieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, traduisant les répercussions de la COVID-19 sur les prises de commandes et l'exécution des programmes, surtout à l'échelle mondiale, depuis le début de la pandémie.

Le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 592,6 millions $, y compris des contrats à titre de maître d'œuvre obtenus aux termes d'appels d'offres, des réattributions et des prolongations de contrats, dans les cinq domaines (aérien, terrestre, maritime, spatial et cyber). Dans le domaine aérien, le secteur Défense a renforcé sa présence internationale grâce à un contrat des Forces aériennes allemandes, obtenu aux termes d'un appel d'offres, pour fournir la formation initiale au pilotage, remplaçant l'entreprise qui détenait ce contrat depuis 60 ans. Outre ce nouveau programme d'entraînement en vol, le secteur Défense a également étendu sa relation avec le chef de la formation aéronavale (CNATRA) de la US Navy grâce à l'ajout de l'entraînement en vol sur T-45 à son contrat de services d'instruction. En plus de l'entraînement en vol, le secteur Défense a obtenu un contrat pluriannuel d'un client australien pour fournir des services intégrés de soutien et d'entraînement sur un éventail de plateformes stratégiques. Parmi les autres prolongations de contrats, mentionnons quatre contrats de sous-traitance liés au programme IDIQ à prestataire unique Simulator Common Architecture Requirements and Standards (SCARS) du secteur Défense, alors que l'US Air Force accélère l'intégration et la normalisation de quelque 2 400 simulateurs répartis dans 300 emplacements.

Élargissant ses activités au-delà de ses principaux programmes aériens, terrestres et maritimes, le secteur Défense a remporté ses premiers contrats à titre de maître d'œuvre aux termes d'appels d'offres dans les domaines cyber et spatial. Après la fin du trimestre, le secteur Défense a obtenu un contrat du ministère de la Défense nationale du Canada afin d'étendre les capacités de détection de cyberintrusions dans le cadre du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité (Idées) et ce secteur a également obtenu son premier contrat de simulation en tant que maître d'œuvre dans le domaine spatial. Ces contrats stratégiques en tant que maître d'œuvre dans les domaines cyber et spatial, ainsi que son premier contrat en tant que maître d'œuvre aux termes d'un appel d'offres pour la communauté du renseignement américaine au deuxième trimestre, positionnent davantage le secteur Défense de CAE en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,39 pour le trimestre et à 1,05 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Son carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,6 milliards $ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions de valeur de quelque 6,2 milliards $ étant en attente de la décision des clients.

Santé
Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont établis à 32,1 millions $, comparativement à 120,9 millions $ au troisième trimestre de l'exercice précédent, compte tenu de produits des activités ordinaires de 93,5 millions $ tirés d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada. Abstraction faite du contrat visant les respirateurs à l'exercice précédent, les produits des activités ordinaires auraient augmenté de 17 % ce trimestre. Le résultat opérationnel correspond à une perte de 8,1 millions $, comparativement à un bénéfice de 12,7 millions $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à une perte de 2,7 millions $, par rapport à un bénéfice de 12,9 millions $ (10,7 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, correspond lui aussi à une perte de 2,7 millions $, par rapport à un bénéfice de 12,3 millions $ (10,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le secteur Santé a de nouveau enregistré une croissance de ses produits des activités ordinaires trimestriels par rapport à l'exercice précédent (abstraction faite des respirateurs) alors qu'elle déploie une organisation élargie et redynamisée, dans l'objectif précis d'atteindre une plus grande portée.

Le secteur Santé a lancé une nouvelle version du gestionnaire d'inventaire de l'outil CAE LearningSpace Enterprise qui accroît les fonctionnalités de LearningSpace en offrant une plateforme unique pour le suivi et la gestion des actifs de centres de simulation ainsi que l'établissement de rapports à leur sujet, ainsi qu'une nouvelle plateforme de commerce électronique pour ses dispositifs d'entraînement des compétences, rehaussant l'expérience des utilisateurs et élargissant l'accès des clients (https://medicalskillstrainers.cae.com/).

Au cours du trimestre, le secteur Santé a lancé CAE Vimedix 3.3, une nouvelle version de sa plateforme de formation en échographie qui facilite l'élaboration des évaluations et la création des exercices, inclut un nouveau contenu pédagogique axé sur l'échographie au point de service et

la médecine d'urgence, et introduit une toute nouvelle fonction de sonde virtuelle. Le secteur Santé a également lancé 11 nouveaux cours numériques en ligne offerts sur demande dans le cadre de sa collaboration avec le British Columbia Institute of Technology, qui comprennent une simulation virtuelle ciblant des évaluations et traitements médicaux spécifiques.

Autres points saillants financiers
CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 47,2 millions $ au troisième trimestre de l'exercice 2022, dont un montant de 17,4 millions $ au titre de L3H MT et un montant de 23,0 millions $ au titre du programme de restructuration mis en place dans la foulée des mesures annoncées précédemment afin de mieux desservir le marché en optimisant les actifs et la présence à l'échelle mondiale de CAE, en adaptant son effectif mondial et en ajustant ses activités en fonction de la demande attendue pour certains produits et services. La Société prévoit toujours réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes, pour éventuellement atteindre des économies annuelles de l'ordre de 65 à 70 millions $ d'ici le début de l'exercice 2023.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établies à 309,6 millions $ pour le trimestre, comparativement à 234,8 millions $ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles ont totalisé 282,1 millions $ pour le trimestre, par rapport à 224,0 millions $ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation traduit essentiellement l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisé en partie par les paiements de coûts d'intégration et d'acquisition liés aux entreprises récemment acquises ainsi que les indemnités de cessation d'emploi et autres coûts associés au programme de restructuration annoncé précédemment.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 2,6 millions $ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 8 %, comparativement à un taux d'imposition effectif nul pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition enregistrés pour le trimestre considéré, sans lesquels le taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté de 60,7 millions $ et le RPA ajusté de 0,19 $ se serait établi à 20 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2022. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, le taux d'imposition avait été touché par les coûts de restructuration et les contrôles fiscaux. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le taux d'imposition se serait établi à 16 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Sur cette base, l'augmentation du taux d'imposition s'explique en grande partie par la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance* ont totalisé 76,9 millions $ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette* était de 2 310,5 millions $ et le ratio de la dette nette sur le capital* était de 36,5 %. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 2 481,5 millions $ et le ratio de la dette nette sur le capital était de 38,2 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU) ajusté* s'est établi à 6,1 % pour le trimestre, comparativement à 6,6 % au trimestre précédent et à 6,4 % au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RCU, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 5,5 % pour le trimestre, comparativement à 5,5 % au trimestre précédent et à 5,0 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

La participation de CAE au programme de SSUC du gouvernement du Canada (programme d'aide gouvernementale COVID-19) a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, CAE n'a réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date.

Perspectives de la direction
Depuis le début de la pandémie en mars 2020, CAE a pris plusieurs importantes mesures stratégiques en saisissant les occasions d'affaires issues des perturbations du marché, y compris la mobilisation de capitaux propres de quelque 1,6 milliard $ afin de saisir un bassin d'occasions de croissance, et la conclusion (ou l'annonce) de neuf acquisitions rentables. Parallèlement à l'expansion de la portée externe de CAE, la Société a entrepris des initiatives au niveau de l'entreprise visant à réduire considérablement sa structure de coûts et à atteindre un niveau encore plus élevé d'excellence opérationnelle, notamment au moyen de la consolidation de sa base d'actifs mondiale et de la mise en place de processus numériques innovateurs. CAE a mis en œuvre une stratégie de croissance visant à lui permettre d'émerger de la pandémie en meilleure position, plus résiliente et plus rentable que jamais auparavant. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise actuellement une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital post-pandémie qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour investir davantage dans son avenir.

Malgré les défis continus posés par la pandémie, CAE affiche déjà une meilleure performance financière, élargit et optimise sa position, et obtient des commandes importantes. Nous prévoyons que les vents contraires de la pandémie nous accompagneront pendant un certain temps, y compris les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, les absences sporadiques de personnel en raison des infections à la COVID-19, les contraintes opérationnelles imposées par les autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières. L'émergence et la propagation rapide du variant Omicron ont repoussé la perspective d'une reprise mondiale à grande échelle, mais n'ont pas changé la vision positive de la direction quant au potentiel de CAE lorsque ses marchés finaux finiront par s'ouvrir et sortir de la pandémie.

Les tendances à long terme attendues sont favorables pour les trois principaux secteurs d'activité de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités cruciales de formation et de soutien opérationnel numérique ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes (départs et réorientations de carrière découlant de la crise) et la forte croissance de la demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. Le changement de paradigme, qui fait passer de conflits asymétriques à des menaces contre des adversaires de force comparable, et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin de solutions numériques et synthétiques immersives pour la défense nationale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense. Quant à lui, le secteur Santé est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie croissante de personnel infirmier et de la demande en hausse pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la demande de déplacements aériens est refoulée et que la reprise du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés dépend du moment et du rythme auxquels les restrictions frontalières et les quarantaines seront levées en toute sécurité dans le monde. La solide performance de la formation du secteur Civil en Amérique et la hausse des commandes de FFS constituent un modèle convaincant pour le potentiel d'une reprise mondiale plus large. Pour l'exercice 2022, dans l'ensemble, la Société prévoit enregistrer une forte croissance du secteur Civil.

Compte tenu de la pertinence croissante de l'entraînement et de la simulation, le secteur Défense de CAE est également en passe de devenir plus important et plus rentable au cours des prochaines années. La direction se concentre actuellement sur l'intégration de L3H MT, et elle prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions $ d'ici l'exercice 2024. Le secteur Défense est désormais plus étroitement aligné sur les priorités absolues de ses clients et s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, dans le marché de la défense. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles affaires dans le monde, accroissement qu'accéléreront la capacité et la clientèle élargies de l'entité regroupée. Les activités américaines du secteur Défense de CAE demeurent relativement peu touchées par la pandémie. Elles font toutefois face à des vents contraires en matière de budgets pour le démarrage de nouveaux programmes en raison de la « résolution permanente » (continuing resolution) adoptée par le Congrès. Les obstacles découlant de la COVID-19 sont plus persistants pour les entreprises internationales du secteur de la défense; toutefois, la direction estime que ceux-ci sont temporaires, et elle anticipe toujours une forte croissance à l'exercice 2022, abstraction faite de ces répercussions. Elle s'attend à ce que cette amélioration soit due à une réaccélération des prises de commandes, notamment à l'égard des programmes de produits dont la marge est plus élevée, et à ce que le ratio valeur comptable des commandes/ventes annuel du secteur Défense soit supérieur à 1,0 pour la première fois en quatre ans. La Société prévoit également que l'amélioration des résultats du secteur Défense découlera de la réalisation progressive des synergies issues de l'intégration de L3H MT.

Enfin, pour le secteur Santé, la Société prévoit poursuivre la croissance trimestrielle par rapport à l'exercice précédent, gagner des parts dans le marché de la formation et de la simulation en soins de santé et se concentrer sur l'atteinte d'une plus grande portée. À long terme, le secteur Santé pourrait devenir une activité importante et rentable pour CAE et, pour l'exercice en cours, la direction s'attend à ce qu'il affiche une croissance à deux chiffres de ses produits des activités ordinaires et de son résultat net (abstraction faite des respirateurs).

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient dépasser 250 millions $ pour l'exercice 2022, principalement afin de soutenir les occasions de croissance durables et rentables. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Outre les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition liés à l'acquisition de L3H MT dans le secteur Défense, CAE s'attend à engager des coûts de restructuration totaux de quelque 50 millions $ à l'exercice 2022 au titre de ses initiatives d'économies de coûts continues. La Société prévoit toujours réaliser des économies annuelles récurrentes de l'ordre de 65 à 70 millions $ d'ici le début de l'exercice 2023.

Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, sur le moment et le niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19, sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2021 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

Au cours du trimestre, CAE a été reconnue pour son engagement envers l'égalité des genres avec son inclusion à l'indice de l'égalité des genres 2022 de Bloomberg LP pour une quatrième année consécutive. CAE a continué à soutenir l'engagement et l'expérience des employés – elle a été reconnue comme l'un des meilleurs employeurs canadiens pour les jeunes par l'organisation « Canada's Top 100 ». L'équipe Formation pour l'aviation d'affaires de CAE a reçu le prix Or pour l'Expérience des employés en temps de crise et le prix Argent pour l'Expérience des clients en temps de crise – Gouvernement et Aviation, à l'occasion des prix International Customer Experience Awards (ICXA). CAE a renforcé son appui aux employés vétérans grâce au lancement d'Insignia, un groupe de ressources pour les employés. Comme témoignage des liens étroits avec cette communauté, CAE a reçu la médaille du programme HIRE Vets du département américain de la main d'œuvre.

CAE a de nouveau fait preuve de son engagement envers la santé et la sécurité de la collectivité avec la réouverture temporaire du Centre de vaccination CAE Montréal, réduisant ainsi la pression sur le système de santé alors qu'il devient nécessaire d'accélérer l'administration des doses de rappel dans la province de Québec. CAE a également soutenu la collectivité locale en recueillant 1 million $ pour Centraide du Grand Montréal (United Way) par l'entremise de dons de la part des employés, d'activités de collecte de fonds et d'un don de l'entreprise.

En proposant des solutions de formation sur simulateurs, CAE contribue depuis longtemps à la décarbonisation de l'industrie aéronautique. On estime qu'au cours de l'exercice 2021 de la Société, plus de cinq millions de tonnes d'émissions de CO_2e ont été évitées grâce à l'utilisation des simulateurs du réseau mondial de CAE plutôt que d'appareils réels. En septembre 2020, CAE est devenue la première entreprise aéronautique canadienne à devenir carboneutre.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements sur ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE du T3-EX22.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2021

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	**T3-2022**	T3-2021	*Variation en $*	*Variation en %*
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	**848,7 $**	832,4 $	*16,3 $*	*2 %*
Résultat opérationnel[1]	**65,5 $**	82,9 $	*(17,4) $*	*(21) %*
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté[1]	**112,7 $**	97,2 $	*15,5 $*	*16 %*
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[1]	**112,7 $**	86,6 $	*26,1 $*	*30 %*
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**26,2 $**	48,8 $	*(22,6) $*	*(46) %*
Résultat de base et dilué par action (RPA)	**0,08 $**	0,18 $	*(0,10) $*	*(56) %*
Résultat net ajusté[1]	**60,7 $**	60,0 $	*0,7 $*	*1 %*
RPA ajusté[1]	**0,19 $**	0,22 $	*(0,03) $*	*(14) %*
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[1]	**60,7 $**	52,2 $	*8,5 $*	*16 %*
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[1]	**0,19 $**	0,19 $	*— $*	*— %*
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles[1]	**282,1 $**	224,0 $	*58,1 $*	*26 %*
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	**309,6 $**	234,8 $	*74,8 $*	*32 %*
Situation financière				
Capital utilisé[1]	**6 325,0 $**	4 680,8 $	*1 644,2 $*	*35 %*
Fonds de roulement hors trésorerie[1]	**66,8 $**	129,9 $	*(63,1) $*	*(49) %*
Dette nette[1]	**2 310,5 $**	1 819,9 $	*490,6 $*	*27 %*
Rendement du capital utilisé (RCU)[1]	**4,2 %**	2,7 %		
RCU ajusté[1]	**6,1 %**	6,4 %		
RCU ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[1]	**5,5 %**	5,0 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total[1]	**9 177,2 $**	7 820,1 $	*1 357,1 $*	*17 %*
Prises de commandes[1]	**1 377,2 $**	710,7 $	*666,5 $*	*94 %*
Ratio valeur comptable des commandes/ventes[1]	**1,62**	0,85		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	**1,12**	0,84		

NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2022

(montants en millions, sauf les montants par action)	**T3-2022**	T3-2021	*Variation en $*	*Variation en %*
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	**2 416,3 $**	2 087,6 $	*328,7 $*	*16 %*
Résultat opérationnel	**190,9 $**	0,8 $	*190,1 $*	*23 763 %*
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	**301,8 $**	174,4 $	*127,4 $*	*73 %*
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**288,2 $**	84,2 $	*204,0 $*	*242 %*
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**86,6 $**	(67,0) $	*153,6 $*	*229 %*
Résultat de base et dilué par action (RPA)	**0,28 $**	(0,25) $	*0,53 $*	*212 %*
Résultat net ajusté	**169,5 $**	63,9 $	*105,6 $*	*165 %*
RPA ajusté	**0,55 $**	0,24 $	*0,31 $*	*129 %*
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**159,5 $**	(2,3) $	*161,8 $*	*7 035 %*
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**0,51 $**	(0,01) $	*0,52 $*	*5 200 %*
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles	**153,9 $**	176,2 $	*(22,3) $*	*(13) %*
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	**211,4 $**	192,0 $	*19,4 $*	*10 %*

[1] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

– Le 28 octobre 2021, nous avons annoncé un accord portant sur notre acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), une gamme inégalée de solutions d'optimisation et de gestion des vols et des équipages, pour 392,5 millions $ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. La clôture de la transaction est prévue au cours du premier trimestre de l'année civile 2022 et est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :
– *Cet exercice* et *2022* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2022;
– *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2021;
– Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 11 février 2022 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2021. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et est fondée sur des chiffres non audités. Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier de l'exercice clos le 31 mars 2021. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier de l'exercice 2021 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de la Société, dont :
– Notre mission;
– Notre vision;
– Notre stratégie;
– Nos activités;
– Variations du change;
– Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
– Résultats consolidés;
– Résultats par secteur;
– Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
– Situation financière consolidée;
– Regroupements d'entreprises;
– Événements postérieurs à la date de clôture;
– Risques et incertitudes liés à nos activités;
– Transactions avec des parties liées;
– Modifications de méthodes comptables;
– Contrôles et procédures;
– Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :
– Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
– S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimatifs, les énoncés relatifs à notre acquisition de L3H MT et à notre acquisition proposée de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes, l'accès de CAE à des sources de financement, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et de Sabre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et de Sabre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques et notre position de chef de file dans nos marchés ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment les risques liés à la pandémie de COVID-19, comme la santé et la sécurité, la réduction et l'interruption d'activités, la conjoncture économique mondiale, le détournement de l'attention de la direction, l'intensification des risques liés aux TI, les risques de liquidité et de crédit, les risques liés à l'industrie, comme la concurrence, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les questions liées à la réglementation, les catastrophes naturelles ou autres, les lois et règlements environnementaux, les changements climatiques, des risques propres à CAE, comme l'évolution des normes et l'innovation technologique, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, nos estimations de la taille de nos marchés potentiels et de nos occasions sur les marchés qui pourraient se révéler inexactes, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, le carnet de commandes, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle et de notre marque, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou faire l'objet d'indemnisations, de demandes de garantie ou d'autres requêtes sur les produits, le risque d'atteinte à la réputation, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, le statut d'émetteur privé étranger, l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les technologies de l'information et la cybersécurité, notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs, la confidentialité des données, des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, le cours et la volatilité de nos actions ordinaires, le risque de crédit, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, l'incertitude géopolitique, les lois anticorruption, les questions fiscales et les risques liés aux fusions, acquisitions, coentreprises, alliances stratégiques ou désinvestissement, comme les risques que nous ne gérions pas adéquatement notre croissance, l'impossibilité d'accéder aux sources de financement attendues dans les délais prévus, voire du tout, les risques liés à l'acquisition proposée de Sabre, tels que la non-réalisation d'une partie ou de la totalité des avantages escomptés ou les problèmes, coûts ou retards imprévus liés à l'intégration, ainsi que la dépendance aux informations fournies par Sabre, les risques liés à l'acquisition de L3H MT, y compris l'intégration des activités de L3H MT, les retards possibles dans la réalisation des avantages et des synergies de coûts anticipés, ou l'incapacité de les réaliser, le maintien de la dépendance envers L3Harris Technologies après la réalisation de l'acquisition, les passifs éventuels non divulgués liés à l'acquisition, la dépendance aux informations fournies par L3Harris Technologies, les dispositions sur les changements de contrôle et autres dispositions semblables et frais, les coûts d'acquisition et d'intégration imprévus, l'endettement accru de CAE après la clôture de l'acquisition et les risques liés à l'exploitation de L3H MT après l'acquisition, y compris le fait que la société issue du regroupement continuera à faire face aux mêmes risques auxquels CAE est actuellement confrontée, en plus des risques accrus liés à l'augmentation des activités du secteur Défense, à la dépendance à l'égard des contrats du gouvernement américain pour une part importante des produits, contrats qui ne sont souvent que partiellement financés, qui peuvent faire l'objet d'une résiliation immédiate et qui sont fortement réglementés et audités, au déficit budgétaire et à la dette nationale du gouvernement américain, aux contrats à prix fixe, à la capacité d'obtenir avec succès des licences d'exportation, à la dépendance envers les sous-traitants, à la conjoncture économique incertaine dans les marchés de L3H MT, aux enquêtes gouvernementales et aux risques de responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par une indemnité ou une assurance. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur la performance ou les résultats de CAE. La réalisation de l'acquisition de Sabre est assujettie aux conditions de clôture et approbations réglementaires habituelles, et rien ne garantit que l'acquisition de Sabre sera réalisée. Rien ne garantit non plus que les avantages stratégiques et financiers qui devraient découler de l'acquisition de L3H MT et de l'acquisition proposée de Sabre se concrétiseront. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées dans notre rapport financier de l'exercice 2021. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion pourrait être exacerbé par le prolongement de la pandémie de COVID-19 et avoir une incidence défavorable plus marquée sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de CAE. En conséquence, les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposions en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir l'exposition aux risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre programme d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux sources de financement attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, la clôture de l'acquisition proposée de Sabre, l'intégration et la réalisation des avantages et synergies attendus de l'acquisition proposée de Sabre dans les délais prévus, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution réussie des plans d'intégration liés à l'acquisition de L3H MT, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration de l'entreprise L3H MT acquise dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec l'acquisition de L3H MT, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale futures et autres facteurs liés à l'acquisition de L3H MT et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'acquisition de L3H MT dans les délais prévus, et selon les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés à l'acquisition de L3H MT. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent rapport, veuillez vous reporter à notre rapport financier de l'exercice 2021. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est une entreprise de haute technologie à la fine pointe de l'immersion numérique qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous continuons à réinventer l'expérience client et à révolutionner les solutions de formation et de soutien opérationnel dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé. Nous sommes le partenaire de choix des clients du monde entier qui exercent leurs activités dans des environnements complexes, souvent dangereux et fortement réglementés où la réussite est essentielle. Grâce aux besoins permanents de nos clients pour nos solutions, plus de 60 % des revenus de CAE proviennent d'activités récurrentes. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 11 000 employés répartis dans 180 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité et des soins de santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les huit piliers de force de CAE

Nous sommes d'avis que huit forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie;
- Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme;
- Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité;
- Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité;
- Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Plus de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services technologiques et de solutions logicielles, lesquels sont d'importantes sources d'activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide

Nous sommes un chef de file dans chacun de nos trois secteurs d'activité en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos solutions et services technologiques et de notre portée mondiale. Nous bénéficions d'un fossé concurrentiel solide, appuyé par 70 ans d'innovations et repoussant sans cesse les limites grâce à des solutions immersives numériques de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques. Notre vaste réseau mondial de formation, nos capacités uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques, notre expertise approfondie, notre position de leader d'opinion de l'industrie, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices et de soutien opérationnel à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Nous sommes d'avis que ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché et prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés à long terme.

Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie

CAE est une société qui fournit des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques et un leader d'opinion en ce qui a trait à l'application de la modélisation et de la simulation, de la réalité virtuelle et de l'analyse avancée pour créer des solutions immersives numériques de formation et de soutien opérationnel très innovatrices pour les clients des secteurs de l'aviation civile, de la défense et la sécurité et des soins de santé.

Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme

Pour chacun de nos secteurs, nous sommes d'avis que le taux de croissance pourrait être supérieur à celui des marchés sous-jacents en raison de notre capacité à accroître notre part des marchés que nous desservons et à prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés. La proportion croissante de nos produits des activités ordinaires récurrents est largement due aux besoins de nos clients en matière de formation continue et de soutien opérationnel, ainsi qu'à notre capacité à les aider à réaliser ces activités essentielles grâce à nos produits très innovateurs et à nos solutions de services technologiques et logicielles. Nous mettons à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients et, ainsi, obtenir une plus grande part de leurs responsabilités essentielles. Nous nous efforcerons d'optimiser et d'accroître l'utilisation de notre réseau mondial de formation et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants à long terme.

Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité

Un CAE est le précepte interne qui représente notre culture d'innovation, de pouvoir d'agir, d'excellence et d'intégrité. La combinaison de ces quatre valeurs clés confère à CAE sa position de chef de file du marché, sa solide réputation et ses connaissances inégalées des clients.

Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité

CAE est fière de son excellente équipe diversifiée qui a un impact social unique sur la sécurité. Chaque jour, nos employés soutiennent les activités les plus critiques de nos clients avec les solutions les plus innovatrices qui soient et, ce faisant, ils contribuent à rendre le monde plus sécuritaire. Nous aidons à rendre le transport aérien et les soins de santé plus sécuritaires, et nous aidons nos forces de défense à maintenir la sécurité.

Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités

CAE a à cœur le maintien d'une situation financière solide. Nous utilisons des critères établis pour évaluer les occasions de répartition de capital. De par leur nature, notre modèle d'affaires et notre réseau de formation génèrent d'importantes liquidités.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions immersives numériques de formation et de soutien opérationnel à trois marchés à l'échelle mondiale :

– Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
– Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
– Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Près de deux ans après l'éclosion du nouveau coronavirus (SARS-CoV-2/COVID-19), la pandémie de COVID-19 se répercute toujours sur notre entreprise et nos résultats financiers du fait de l'incertitude sans précédent entourant l'économie mondiale, l'industrie mondiale du transport aérien, le transport aérien de passagers et les activités de CAE. Ces conditions économiques défavorables devraient perdurer tant et aussi longtemps que les mesures prises pour endiguer la propagation du virus de la COVID-19 persisteront, et certaines conditions économiques défavorables pourraient se poursuivre même après le retrait graduel de ces mesures et par la suite, en particulier dans l'industrie du transport aérien et du transport aérien de passagers dans le monde.

Nous continuons de prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité de nos employés, de travailler avec nos clients afin de réduire les perturbations potentielles et de soutenir notre collectivité en réagissant aux défis posés par cette pandémie mondiale.

Lorsque cette pandémie a commencé, nous étions en position de force, en tête du marché mondial, avec des sources de revenus récurrents ainsi qu'une situation financière solide. Nous sommes une organisation très dynamique et nous avons pris des mesures décisives, mais flexibles pour protéger notre personnel et nos activités dans l'immédiat. Nos processus opérationnels et fonctionnels de classe mondiale, notre chaîne d'approvisionnement mondiale de premier ordre, notre large présence mondiale et la brièveté du cycle du prototype à la production mettent en lumière nos capacités uniques.

Tout au long du ralentissement, nous avons mis en œuvre plusieurs initiatives, tant à l'interne qu'à l'externe, afin de consolider CAE et de nous placer en bonne position pour émerger de la pandémie plus grands, plus résilients et plus rentables. L'an dernier, nous avons principalement levé des capitaux pour réaliser des transactions stratégiques et saisir des occasions de croissance. Depuis le troisième trimestre de l'exercice 2021, nous avons réalisé cinq acquisitions sur le marché de l'aviation civile et en avons annoncé une sixième après la clôture du deuxième trimestre de l'exercice 2022, nous avons réalisé une acquisition complémentaire dans le secteur Santé et, le 2 juillet 2021, nous avons conclu la plus importante acquisition jamais réalisée par CAE dans le secteur Défense et sécurité, illustrant notre engagement à déployer les capitaux que nous avons recueillis pour consolider notre position et élargir nos marchés potentiels, notre clientèle mondiale et notre gamme de solutions à l'intention de nos clients pendant cette période caractérisée par des perturbations sans précédent. Nous avons aussi annoncé un programme de restructuration afin de mieux desservir le marché, dans le cadre duquel nous nous attendons à réaliser des économies de coûts annuelles récurrentes de l'ordre de 65 à 70 millions $ d'ici la fin de l'exercice.

Nous estimons que, collectivement, ces facteurs nous donnent l'agilité nécessaire pour renouer avec la croissance à long terme lorsque le secteur du transport aérien mondial sera revenu à la normale. Dans l'ensemble, nous estimons que notre reprise demeure fortement tributaire du moment et du rythme auxquels les interdictions de voyage et les quarantaines pourront éventuellement être levées en toute sécurité et auxquels les activités normales reprendront.

Vous trouverez un complément d'information sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités sous *Résultats par secteur*, ainsi que dans notre rapport financier de l'exercice 2021, sous *Nos activités* et *Risques et incertitudes liés à nos activités*.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation civile dans le monde. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership d'opinion, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 35 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 60 emplacements de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et des services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous gérons actuellement 312 simulateurs de vol (FFS)[2], y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise[MC], qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol et compte plus de 20 programmes de formation des élèves-pilotes dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO). Avec l'acquisition proposée de la division AirCentre de Sabre, conjuguée à notre logiciel existant d'optimisation et d'exploitation des équipages, nous serons en mesure d'offrir de robustes solutions complètes de gestion des vols et d'optimisation des équipages, aidant ainsi les compagnies aériennes et les exploitants d'avions d'affaires à prendre des décisions optimales fondées sur des données.

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux, pour des exploitants d'avions d'affaires ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Par exemple, à l'aube d'une nouvelle ère d'aviation marquée par la mobilité aérienne avancée, des entreprises aéronautiques perturbatrices sont en train de créer de tout nouveaux types d'aéronefs. Cela créera une forte demande de pilotes professionnels formés pour transporter de façon sécuritaire des passagers et de la marchandise entre les marchés. CAE s'est déjà associée à trois des plus importants concepteurs d'aéronefs à décollage et à atterrissage verticaux électriques (eVTOL), à savoir Jaunt Air Mobility pour construire un simulateur d'ingénierie qui accélérera la conception du poste de pilotage et le développement des systèmes, et réduira le temps des essais en vol pour la navigabilité, Volocopter pour mettre en œuvre un programme d'entraînement des pilotes d'aéronefs eVTOL en vue de l'entrée en service du premier avion eVTOL de Volocopter, et BETA Technologies pour la conception et le développement d'un programme de formation des pilotes et des techniciens de maintenance pour l'aéronef eVTOL ALIA, avec un accent sur la conception de la formation et les didacticiels. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, et de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

Bien que la réduction de la demande nationale et internationale de transport de passagers attribuable à la pandémie de COVID-19 ait eu de graves répercussions sur le secteur de l'aviation, nous constatons une hausse du trafic commercial et d'affaires. Dans ses prévisions les plus récentes, publiées le 4 octobre 2021, l'Association du transport aérien international (IATA) prévoit que, pour l'année civile 2022, la demande mondiale de transport de passagers, aussi appelée passagers-kilomètres payants (PKP), atteindra 61 % des niveaux de l'année civile 2019, avant l'apparition de la COVID-19, ce qui représenterait une amélioration de 51 % en regard de l'année civile 2021. Par ailleurs, l'IATA s'attend maintenant à ce que les PKP renouent avec les niveaux de 2019 d'ici l'année civile 2024. Pour l'année civile 2021, les PKP se sont repliés de 58 % par rapport à ce qu'ils étaient pour l'année civile 2019. C'est en Amérique du Nord que les PKP ont affiché la reprise la plus marquée, comme en témoigne la baisse de 23 % enregistrée en décembre 2021, tandis que la reprise de l'Europe et l'Asie est moins importante avec une baisse respective de 37 % et de 66 % par rapport à décembre 2019.

Le transport aérien de marchandises continue à afficher une forte performance, avec une hausse de 7 % des kilomètres-tonnes de marchandises pour l'année civile 2021 par rapport à 2019. L'Amérique du Nord a enregistré l'une des meilleures performances parmi les régions, avec une hausse de 20 %.

Dans le domaine de l'aviation d'affaires, la Federal Aviation Administration des États-Unis a signalé une hausse de 12 % du nombre total de vols de jets d'affaires, qui comprend tous les vols nationaux et internationaux, en regard de l'année civile 2019. Par ailleurs, l'activité mensuelle de jets d'affaires a surpassé les niveaux préalables à la COVID-19 au cours des dix derniers mois, notamment en décembre 2021, pour lequel on a constaté une amélioration de 22 % en regard de décembre 2019. De même, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a poursuivi son amélioration et a renoué avec les niveaux de 2019, avant l'apparition de la COVID-19. Pour l'année civile 2021, Eurocontrol a signalé une augmentation de 3 % par rapport à l'année civile 2019, les niveaux enregistrés en décembre 2021 affichant une augmentation de 14 % par rapport à ceux de 2019.

En novembre 2020, nous avons publié nos Perspectives sur la demande de pilotes de ligne pour la période de 2020 à 2029, selon lesquelles nous prévoyons un besoin mondial de 264 000 nouveaux pilotes dans le secteur de l'aviation civile afin de soutenir la croissance et les départs à la retraite obligatoires au cours des dix prochaines années. À court terme, nous avons estimé que quelque 27 000 nouveaux pilotes professionnels seront nécessaires dès la fin de l'année civile 2021. De plus, en juin 2021, nous avons publié un rapport sur la formation des pilotes à la mobilité aérienne avancée (AAM), dans lequel nous estimons que l'AAM entraînera une hausse supplémentaire de la demande de pilotes, avec un besoin estimé à près de 60 000 pilotes d'ici 2028.

Nous croyons que le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile de CAE représente une porte d'entrée vers un marché fortement réglementé enregistrant une croissance durable, avec un marché potentiel estimé à environ 6,2 milliards $ et des possibilités de croissance.

[2] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

Facteurs déterminants du marché

La demande de solutions de formation pour le marché de l'aviation civile repose sur les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation des pilotes et de formation à la maintenance, et réglementation du secteur;
- Impératifs de sécurité et d'efficience des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme durable prévue du trafic aérien mondial, y compris l'émergence du nouveau marché de la mobilité aérienne avancée;
- Croissance à long terme prévue, y compris les livraisons de nouveaux appareils et les renouvellements du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

Facteurs déterminants de la rentabilité

Nous sommes d'avis que les facteurs déterminants de la rentabilité du marché de l'aviation civile de CAE sont les suivants :

- Facteurs favorables liés à la combinaison d'activités, notamment une grande marge de manœuvre sur le marché des services de formation;
- Possibilité de privilégier la formation avec instructeur plutôt que la formation sans instructeur dans la formation commerciale;
- Expansion des services de soutien opérationnel grâce à des analyses avancées, à des solutions logicielles et à une technologie numérique pour améliorer notre offre de valeur dans toute l'organisation;
- Programmes d'excellence opérationnelle qui devraient permettre de réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes;
- Externalisation de la formation et partenariats.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes une entreprise mondiale de formation et de simulation, indépendamment de la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous avons adapté les activités du secteur Défense et sécurité pour faire face aux réalités auxquelles nos clients sont confrontés et nous avons aligné l'entreprise afin d'être en position insurpassée pour répondre aux besoins de nos clients du domaine de la défense et de la sécurité. D'abord et avant tout, la nature des conflits a changé pour les États-Unis et ses alliés. En effet, alors qu'ils se concentraient auparavant sur des conflits asymétriques et la lutte contre le terrorisme, ils doivent maintenant se préparer à une menace provenant d'un adversaire de force comparable dans des opérations multidomaines – aériennes, terrestres, maritimes, spatiales et cyber. Ce changement, combiné aux défis budgétaires qui se manifesteront en raison de l'accroissement des déficits, poussera l'entraînement vers des environnements synthétiques rentables et plus puissants. En outre, ces environnements synthétiques immersifs deviendront beaucoup plus courants et constitueront le seul moyen pour les forces de défense de s'entraîner à des situations réelles dans des opérations multidomaines.

Pour répondre aux exigences de nos clients dans cet environnement en rapide mutation, le secteur Défense et sécurité s'est placé en adéquation avec les priorités de la stratégie de défense nationale américaine, qui souligne la nécessité pour les États-Unis et ses alliés de rehausser l'entraînement et la préparation dans des opérations multidomaines complexes. Cela comprend le besoin continu de développer des partenariats stratégiques avec le client et dans l'ensemble du secteur. Au deuxième trimestre de l'exercice 2022, nous avons conclu l'acquisition précédemment annoncée de L3H MT, ce qui accélère la mise en œuvre de notre stratégie en tant qu'entreprise mondiale de formation et de simulation, indépendamment de la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines.

Nous nous concentrons sur des investissements dans des technologies numériques et des solutions basées sur les données qui aident nos clients du secteur de la défense à planifier, à préparer et à analyser afin d'améliorer les performances et de prendre de meilleures décisions dans des opérations multidomaines. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Les forces militaires effectueront toujours un certain nombre d'exercices d'entraînement réels, mais nous sommes d'avis qu'elles auront de plus en plus recours à l'entraînement virtuel immersif pour se préparer dans un environnement sûr tout en diminuant la dépendance envers l'entraînement en vol plus coûteux et avec empreinte carbone plus élevée. Ces environnements synthétiques immersifs sont également de plus en plus utilisés pour le soutien aux missions et le soutien opérationnel en permettant l'analyse de la ligne de conduite et l'aide à la prise de décisions fondées sur les données.

Solutions de formation

CAE est un chef de file du secteur en matière de formation et de simulation, et son approche indépendante de la plateforme assure la préparation aux missions pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique. L'acquisition de L3H MT a consolidé notre position de chef de file dans le domaine aérien, rehaussé nos solutions de formation terrestre et maritime, et permis notre entrée dans les domaines de la formation spatiale et cyber. Rehaussé par l'acquisition de L3H MT, notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des avions de chasse, des bombardiers, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotés, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. L'acquisition de L3H MT nous fournit une expérience de l'entraînement sur sous-marins, qui s'ajoutera à l'expérience actuelle de CAE en matière d'entraînement sur navires de surface. Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi qu'au programme Joint Terminal Centre Training Rehearsal System (JTC-TRS). L'acquisition de L3H MT représente également notre entrée dans le domaine de la formation spatiale, comme l'illustre sa position sur l'entraînement Ground Based Strategic Deterrent de l'U.S. Air Force (USAF), et rehaussera nos capacités de formation cyber par le biais de programmes comme le Simulator Common Architecture Requirements and Standards (SCARS) de l'USAF.

En tant qu'intégrateur de systèmes de formation de premier plan bien établi, nous pouvons offrir à nos clients une gamme complète de solutions de formation innovatrices allant d'environnements d'apprentissage numérique et de capacités de réalité mixte à l'entraînement réel, virtuel et constructif intégré dans un environnement en réseau sécurisé. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficience et la préparation. Nous avons une vaste expérience dans la fourniture et l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par un sous-traitant; ou des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons des services d'analyse des besoins en formation, d'analyse des médias de formation, des didacticiels, des services de conception de systèmes d'entraînement, des installations, des centres de contrôle tactique, des environnements synthétiques, des solutions de réalité mixte, une gamme de simulateurs et de dispositifs d'entraînement, des outils d'entraînement en vol, des salles de classe dotées d'outils numériques, des services d'entraînement en mode distribué, des services d'élaboration de scénarios, des instructeurs, des services d'exploitation de centres de formation, ainsi qu'un processus continu d'amélioration de la formation intégrant des connaissances axées sur les données.

Nous avons livré des produits de simulation et des services d'entraînement à une soixantaine de forces de défense dans plus de 50 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à l'entraînement comme des services de soutien logistique, de maintenance, d'ingénierie des systèmes, d'augmentation de l'effectif, d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 120 établissements dans le monde, y compris nos coentreprises. Nous soutenons également l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement initial en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, où tous les candidats pilotes de l'USAF débutent leur carrière d'aviateur. Nous soutenons aussi l'entraînement en vol aux termes d'autres programmes, notamment le programme d'entraînement en vol de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Canada, le programme de l'École internationale de formation au pilotage en Italie, coentreprise entre CAE et Leonardo, et les programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation. En outre, au deuxième trimestre de l'exercice 2022, nous avons acquis une participation de 37 % dans les activités de formation au pilotage de SkyWarrior Flight Training LLC, une école de formation au pilotage établie en Floride qui fournit principalement la formation initiale au pilotage de phase 1 à des clients militaires américains et internationaux. Grâce à ce nouveau partenariat, nous offrons maintenant la meilleure formation initiale au pilotage qui soit pour l'USAF, l'armée américaine, l'U.S. Navy et les élèves-pilotes internationaux. Par ailleurs, nous avons récemment annoncé l'expansion de notre programme d'entraînement initial au vol grâce à la mise en place d'un nouveau centre d'entraînement à l'aéroport de Brême, en Allemagne, où nous fournirons des services d'entraînement théorique, sur simulateur et au vol aux forces aériennes allemandes ainsi qu'à un site d'entraînement à Montpellier, en France.

Solutions de soutien aux missions et de soutien opérationnel

De plus en plus, nos clients du secteur de la défense et de la sécurité exigent des solutions fondées sur des environnements synthétiques et des technologies numériques immersives pour fournir une gamme de solutions de soutien aux missions. Nous sommes maintenant le maître d'œuvre pour le Commandement des opérations spéciales des États-Unis dans le cadre d'un programme appelé Système de commandement de missions/Situation opérationnelle commune, qui permettra d'améliorer et de renforcer la connaissance de la situation à l'échelle mondiale. Nous avons été sélectionnés comme partenaire de choix du Commandement des opérations spéciales des États-Unis combinant des décennies d'expérience dans la création d'écosystèmes numériques avec nos capacités de fusion de données multi-sources et d'intelligence artificielle/apprentissage machine pour fournir une plateforme de visualisation unique pour soutenir la prise de décision collaborative de commandement et de contrôle en temps réel. Cette combinaison unique d'expérience, de technologies numériques et d'expertise nous a également donné l'occasion d'obtenir notre premier contrat en tant que maître d'œuvre pour la communauté du renseignement américaine, dans le cadre duquel nous avons été retenus pour diriger les efforts de développement et d'intégration du prototype Beyond 3D pour la National Geospatial Intelligence Agency (NGA). Autre exemple de notre adéquation avec les priorités de la stratégie de défense nationale américaine, le projet Beyond 3D vise à accélérer la capacité de la NGA à traiter, à exploiter, à diffuser et à générer des données géospatiales 3D pour soutenir l'analyse en temps réel, la planification de missions et les opérations tactiques.

En outre, nous participons au développement d'un environnement synthétique unique pour le Commandement stratégique du Royaume-Uni, la principale organisation des Forces armées britanniques chargée de diriger l'intégration dans tous les domaines : aérien, terrestre, maritime, spatial et cyber. Nous continuons à développer et à étendre notre marché potentiel dans le domaine du soutien aux missions et du soutien opérationnel en tirant parti de notre expertise en modélisation et en simulation pour permettre aux forces de défense d'utiliser des environnements synthétiques pour la planification, l'analyse et le soutien aux décisions opérationnelles, illustrant notre position de chef de file dans cette révolution numérique où les environnements synthétiques jouent un rôle de plus en plus important dans les opérations multidomaines.

Nous croyons que le secteur Défense et sécurité de CAE est le partenaire de choix pour l'entraînement et le soutien aux missions dans des opérations multidomaines et nous visons à en faire un chef de file mondial en matière de solutions immersives numériques d'entraînement et de soutien opérationnel. Nous estimons que notre marché de la défense potentiel dans les cinq domaines totalise environ 14 milliards $, le plus grand marché demeurant le domaine aérien, où CAE est le chef de file, indépendamment de la plateforme, une position qui a été renforcée avec l'acquisition de L3H MT.

Facteurs déterminants du marché

La demande de solutions de formation et de soutien opérationnel pour le marché de la défense et de la sécurité repose sur les facteurs suivants :

- Budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement, de maintenance et de soutien opérationnel;
- Défis liés au recrutement, à l'entraînement et au maintien en poste de pilotes et de membres d'équipage pour les forces militaires du monde entier;
- Volonté de mettre en réseau et d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficiences et assurer une meilleure préparation aux complexités des conflits dans un environnement multidomaines conjoint;
- Volonté des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage aux environnements synthétiques pour l'entraînement, la planification, l'analyse et le soutien aux décisions;
- Progression des catalyseurs commerciaux clés des technologies numériques utilisées dans les solutions d'entraînement.

Facteurs déterminants de la rentabilité

Nous sommes d'avis que les facteurs déterminants de la rentabilité du marché de la défense et de la sécurité de CAE sont les suivants :

- Important intégrateur de systèmes de formation et de simulation, indépendamment de la plateforme, partout dans le monde;
- Accès à des contrats stratégiques, ce qui nous permet d'offrir des solutions à un plus grand nombre de clients, là où cela est nécessaire;
- Ajout de clients ayant des problèmes plus complexes et exigeant des solutions plus poussées afin d'inclure les domaines spatial et cyber ainsi que la communauté du renseignement;
- Collaboration avec des fabricants OEM sur des plateformes de prochaine génération, pour une exécution plus efficace et efficiente des programmes;
- Concentration opérationnelle sur l'amélioration des processus de qualité liés à l'obtention de contrats, à la sous-traitance et à l'exécution des programmes.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous fournissons des solutions intégrées d'enseignement et de formation aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques tout au long de leur cycle de carrière, incluant la simulation chirurgicale et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à traiter les patients, à réagir aux situations de crise et à réduire les erreurs médicales. Nous mettons à contribution l'expérience et les pratiques exemplaires que nous confèrent nos 75 ans d'expérience en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la formation en soins de santé, la sécurité des patients et la qualité des soins. Notre réputation en tant que chef de file de la formation médicale fondée sur la simulation se reflète dans les partenariats de recherche exclusifs que nous avons conclus avec cinq prestigieuses universités concentrées sur la simulation dans le monde. Appelées « Centres d'excellence CAE », ces universités collaborent avec CAE pour repousser les limites de la simulation en soins de santé, et développer de nouvelles pratiques et des technologies de formation fondées sur des données probantes pour les cliniciens de demain. Le marché de la simulation en soins de santé est en pleine croissance et on constate aux États-Unis une transition des soins rémunérés à l'acte vers les soins fondés sur la valeur dans les hôpitaux alors que les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine, l'accès aux patients et aux établissements cliniques pour une formation pratique allant en diminuant en raison des pressions exercées par la pandémie, et la demande de solutions de formation à distance et virtuelles augmentant en conséquence.

Nous offrons une des gammes les plus variées et les plus innovatrices de solutions de formation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles de débriefing, des plateformes de gestion de centres, des applications de réalité augmentée, des modules d'apprentissage en ligne et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous fournissons des solutions de formation à des clients dans plus de 80 pays et nous sommes un chef de file dans la conception, le développement et la livraison de simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Nous avons appliqué ce même niveau de rigueur et d'innovation au lancement de solutions de simulation numérique, à distance et virtuelle. Par exemple, nous avons récemment introduit Vimedix 3.3, un simulateur d'échographie de pointe qui permet un apprentissage à distance et virtuel au moyen de la réalité augmentée, diminuant considérablement le temps nécessaire pour maîtriser les techniques d'échographie et comprendre l'anatomie échographique. Tout au long des deux dernières années, nous avons continué d'investir dans le développement de nouveaux produits pour répondre à la demande croissante sur le marché de la simulation en soins de santé. Nous avons lancé un système de gestion de l'apprentissage qui consolide la prestation de solutions d'apprentissage numérique afin de rehausser la formation en centre de simulation, permettant aux étudiants d'apprendre partout et en tout temps, à leur propre rythme. Nous offrons toujours CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques qui permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter à l'accès restreint aux patients; le mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association; CAE Lucina, notre mannequin médical en obstétrique conçu pour simuler des accouchements normaux ainsi que des urgences maternelles rares; et CAE Luna, produit novateur qui simule plusieurs états critiques des nouveau-nés et des nourrissons. Grâce à ces solutions, nous fournissons une gamme d'outils d'apprentissage parmi les plus innovateurs qui soient aux hôpitaux et aux établissements universitaires, qui constituent le principal segment de marché de la simulation dans le domaine des soins de santé. Nous continuons d'intégrer les plus récentes innovations technologiques en matière de réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions et produits de formation conviviaux. La réalité mixte fait partie intégrante de notre gamme, notamment les simulateurs de patients (AresAR et LucinaAR), d'intervention chirurgicale (CathLabVR) et d'échographie (VimedixAR). En juillet 2021, nous avons réalisé une petite acquisition complémentaire, à savoir celle de Medicor Lab Inc. (Medicor), une société spécialisée dans les dispositifs de formation aux tâches et la production de peau synthétique réaliste. Cette acquisition rehausse et élargit l'éventail de solutions axées sur les procédures de CAE Santé, fournissant une gamme complète de produits dans trois grandes catégories, à savoir les mannequins de formation aux compétences, les simulateurs de patients haute-fidélité et les dispositifs de formation aux tâches. La gamme CAE Medicor complète la gamme de produits de formation à l'échographie CAE Blue Phantom.

Nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nos ressources de formation en soins de santé comprennent un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des inhalothérapeutes, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 200 modules de formation et plus de 3 500 didacticiels pour des expériences cliniques simulées à l'intention des clients de toutes nos plateformes. Dans le cadre de notre collaboration avec le British Columbia Institute of Technology (BCIT), nous avons lancé 26 cours en ligne à l'intention des étudiants en sciences infirmières. Disponible sur demande, chaque cours comprend une simulation virtuelle ciblant des évaluations et des traitements médicaux spécifiques et peut être utilisé indépendamment ou en complément d'une séance de simulation pratique.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation de soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists, nous avons lancé cinq modules en ligne pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire de partenariats sectoriels avec des fabricants d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération, de même que CAE CathLabVR, un simulateur d'intervention de cathétérisme en laboratoire de conception modulaire et portative.

Nous entrevoyons des occasions d'affaires futures pour le secteur Santé, notamment des moyens de soutenir nos clients gouvernementaux et nos nouveaux produits d'apprentissage numérique et virtuel, ainsi que la reconnaissance accrue de la valeur de la simulation pour la préparation aux pandémies et à d'autres scénarios à haut risque. Cette démarche est soutenue par des organisations professionnelles telles que l'International Nursing Association of Clinical Simulation and Learning et la Society for Simulation in Healthcare, qui proposent aux organismes de réglementation et aux décideurs politiques de faire preuve de souplesse en autorisant le remplacement des heures cliniques habituellement effectuées dans un contexte de soins de santé en direct par celles des expériences virtuellement simulées en raison de la pandémie de COVID-19.

Nous estimons que le secteur Santé de CAE est le chef de file en matière de perfectionnement des professionnels de la santé grâce à la technologie, au contenu éducatif et à la formation, avec un marché de la simulation en soins de santé estimé à environ 1,7 milliard $ US. L'Amérique du Nord est le plus grand marché pour la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies de réalité mixte et des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et personnalisées dans le but de prévenir les erreurs médicales;
- Intérêt accru pour la préparation aux catastrophes, qui s'ajoute à la pénurie chronique de professionnels de la santé, en particulier d'infirmières;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier de l'exercice 2021, notre notice annuelle et notre Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2021	30 septembre 2021	Augmentation / (diminution)	31 mars 2021	Augmentation / (diminution)
Dollar américain ($ US)	**1,26**	1,27	*(1) %*	1,26	*— %*
Euro (€)	**1,44**	1,47	*(2) %*	1,47	*(2) %*
Livre sterling (£)	**1,71**	1,71	*— %*	1,73	*(1) %*

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020	Augmentation / (diminution)
Dollar américain ($ US)	**1,26**	1,30	*(3) %*
Euro (€)	**1,44**	1,55	*(7) %*
Livre sterling (£)	**1,70**	1,72	*(1) %*

Pour le trimestre, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 25,6 millions $ des produits des activités ordinaires et une diminution de 1,9 million $ du résultat net par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 100,7 millions $ des produits des activités ordinaires et une diminution de 8,5 millions $ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2021. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du troisième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture dans notre rapport financier de l'exercice 2021, sous *Risques et incertitudes liés à nos activités*.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Changements apportés aux mesures hors PCGR et aux chiffres comparatifs

Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, nous avons changé la désignation des mesures de rentabilité suivantes sans en modifier la composition :

- Le résultat opérationnel sectoriel ajusté (auparavant, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers);
- Le BAIIA ajusté (auparavant, le BAIIA avant les éléments particuliers);
- Le résultat net ajusté (auparavant, le résultat net avant les éléments particuliers);
- Le résultat ajusté par action (auparavant, le résultat par action avant les éléments particuliers).

Nous avons également introduit de nouvelles mesures hors PCGR qui reflètent l'incidence des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 sur les mesures ci-dessus, de manière à incorporer les directives récentes et en évolution des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces mesures ne tiennent pas compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et qui sont prises en compte dans nos résultats, comme il est expliqué à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion.

En outre, nous n'utilisons plus la mesure hors PCGR du résultat opérationnel sectoriel et l'avons remplacée par le résultat opérationnel sectoriel ajusté.

Les chiffres comparatifs ont été reclassés aux fins de conformité avec ces changements de présentation.

5.1 Définition des mesures hors PCGR et autres mesures financières

Capital utilisé

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veuillez vous reporter à la section 9.1 *Capital utilisé consolidé* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU)

Le RCU sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, exclusion faite des charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 9.1 *Capital utilisé consolidé* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 8.1 *Mouvements de trésorerie consolidés* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 9.1 *Capital utilisé consolidé* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Frais de recherche et de développement (R-D)

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, les autres profits et pertes, la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Nombre équivalent de simulateurs

Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Prises de commandes et carnet de commandes

Prises de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, les coûts d'acquisition et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il dresse un meilleur portrait de notre performance opérationnelle et qu'il nous permet de comparer plus facilement nos résultats entre les périodes.

Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il facilite la comparaison entre les périodes et avec les résultats d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et des autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques ou d'événements importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Bien que la direction sache que cette mesure puisse faire l'objet d'ajustements supplémentaires, elle n'emploierait pas expressément une telle mesure pour évaluer la rentabilité afin de prendre des décisions concernant l'affectation des ressources aux secteurs ni pour évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi qu'à ces pertes de valeur et à ces autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Veuillez vous reporter à la section 5.2 *Rapprochement des mesures hors PCGR* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure hors PCGR avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

5.2 Rapprochement des mesures hors PCGR

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

Trimestres clos les 31 décembre	Solutions de formation pour l'aviation civile **2021**	2020	Défense et sécurité **2021**	2020	Santé **2021**	2020	Total **2021**	2020
Résultat opérationnel	**57,1 $**	48,4 $	**16,5 $**	21,8 $	**(8,1) $**	12,7 $	**65,5 $**	82,9 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**26,3**	13,6	**15,5**	0,5	**5,4**	0,2	**47,2**	14,3
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**83,4 $**	62,0 $	**32,0 $**	22,3 $	**(2,7) $**	12,9 $	**112,7 $**	97,2 $
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**—**	3,6	**—**	6,4	**—**	0,6	**—**	10,6
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**83,4 $**	58,4 $	**32,0 $**	15,9 $	**(2,7) $**	12,3 $	**112,7 $**	86,6 $

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	Solutions de formation pour l'aviation civile **2021**	2020	Défense et sécurité **2021**	2020	Santé **2021**	2020	Total **2021**	2020
Résultat opérationnel	**166,0 $**	(34,0) $	**30,2 $**	24,0 $	**(5,3) $**	10,8 $	**190,9 $**	0,8 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**52,4**	50,0	**52,2**	13,3	**6,3**	2,1	**110,9**	65,4
Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19[1]	**—**	81,7	**—**	26,5	**—**	—	**—**	108,2
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**218,4 $**	97,7 $	**82,4 $**	63,8 $	**1,0 $**	12,9 $	**301,8 $**	174,4 $
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**5,2**	43,9	**8,0**	43,9	**0,4**	2,4	**13,6**	90,2
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**213,2 $**	53,8 $	**74,4 $**	19,9 $	**0,6 $**	10,5 $	**288,2 $**	84,2 $

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

(montants en millions, sauf les montants par action)	**Trimestres clos les 31 décembre** **2021**	2020	**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre** **2021**	2020
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**26,2 $**	48,8 $	**86,6 $**	(67,0) $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	**34,5**	11,2	**82,9**	50,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19[1], après impôt	**—**	—	**—**	80,3
Résultat net ajusté	**60,7 $**	60,0 $	**169,5 $**	63,9 $
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt	**—**	7,8	**10,0**	66,2
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**60,7 $**	52,2 $	**159,5 $**	(2,3) $
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	**318,7**	273,0	**311,1**	268,1
RPA ajusté	**0,19 $**	0,22 $	**0,55 $**	0,24 $
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**0,19 $**	0,19 $	**0,51 $**	(0,01) $

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

(montants en millions)	**Périodes de douze mois closes les 31 décembre 2021**	2020
Résultat opérationnel	**238,5 $**	147,3 $
Dotation aux amortissements	**308,1**	319,5
BAIIA	**546,6 $**	466,8 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**169,5**	75,3
Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19[1]	**—**	108,2
Perte de valeur du goodwill	**—**	37,5
BAIIA ajusté	**716,1 $**	687,8 $
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**(50,8)**	(90,2)
BAIIA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**665,3 $**	597,6 $

[1] Essentiellement du fait de pertes de valeur d'actifs non financiers et de montants à recevoir de clients. Cet élément de rapprochement ne tient compte d'aucun élément opérationnel, y compris les charges du personnel accrues découlant de la COVID-19. Depuis l'exercice 2021, nous comptabilisons des charges du personnel plus élevées qu'à l'habitude, puisque les montants reçus en vertu des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ont été transférés directement aux employés selon l'objectif des programmes de subvention et la façon dont ils ont été conçus dans certains pays, ou que les montants ont été compensés par les coûts accrus que nous avons engagés en mettant fin aux mesures de réduction des coûts prises initialement, notamment en éliminant les réductions salariales et en rappelant les employés qui avaient auparavant été mis à pied ou dont les semaines de travail avaient été réduites. Nous avons également engagé des charges opérationnelles supplémentaires, notamment des coûts liés à l'achat d'équipement de protection individuel, aux mesures de désinfection supplémentaires pour protéger la santé et la sécurité de nos employés et à l'implantation de protocoles de sécurité. Ces charges plus élevées ont été prises en compte dans nos résultats. Bien que ces coûts supplémentaires soient dans certains cas estimatifs, ils ont presque entièrement neutralisé l'incidence positive des programmes d'aide gouvernementale COVID-19. La participation de CAE au programme de SSUC a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, nous n'avons réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2022

(montants en millions, sauf les montants par action)	**T3-2022**	T2-2022	T1-2022	T4-2021	T3-2021	
Produits des activités ordinaires	**848,7**	814,9	752,7	894,3	832,4	$
Coût des ventes	**606,2**	587,3	538,9	657,2	603,5	$
Marge brute[3]	**242,5**	227,6	213,8	237,1	228,9	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***28,6***	*27,9*	*28,4*	*26,5*	*27,5*	*%*
Frais de recherche et de développement[3]	**31,7**	30,7	23,5	22,5	36,5	$
Frais de vente, généraux et d'administration	**117,5**	122,1	105,9	111,5	105,3	$
Autres (profits) et pertes	**(6,3)**	(4,1)	(5,7)	(0,7)	(1,5)	$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	**(13,1)**	(11,8)	(8,3)	(2,4)	(8,6)	$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**47,2**	51,5	12,2	58,6	14,3	$
Résultat opérationnel[3]	**65,5**	39,2	86,2	47,6	82,9	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***7,7***	*4,8*	*11,5*	*5,3*	*10,0*	*%*
Charges financières – montant net	**34,5**	35,0	28,6	32,0	33,3	$
Résultat avant impôt sur le résultat	**31,0**	4,2	57,6	15,6	49,6	$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	**2,6**	(13,0)	10,3	(3,2)	(0,1)	$
En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)	***8***	*(310)*	*18*	*(21)*	*—*	*%*
Résultat net	**28,4**	17,2	47,3	18,8	49,7	$
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**26,2**	14,0	46,4	19,8	48,8	$
Participations ne donnant pas le contrôle	**2,2**	3,2	0,9	(1,0)	0,9	$
	28,4	17,2	47,3	18,8	49,7	$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base et dilué	**0,08**	0,04	0,16	0,07	0,18	$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté[3]	**112,7**	90,7	98,4	106,2	97,2	$
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[3]	**112,7**	90,7	84,8	69,0	86,6	$
Résultat net ajusté[3]	**60,7**	53,2	55,6	63,2	60,0	$
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[3]	**60,7**	53,2	45,6	35,9	52,2	$
RPA ajusté[3]	**0,19**	0,17	0,19	0,22	0,22	$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[3]	**0,19**	0,17	0,15	0,12	0,19	$

Produits des activités ordinaires en hausse de 2 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 16,3 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021. La hausse des produits des activités ordinaires s'est établie à 127,2 millions $ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la baisse de 88,8 millions $ pour le secteur Santé et par celle de 22,1 millions $ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 328,7 millions $, ou 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires s'est établie à 249,9 millions $ pour le secteur Défense et sécurité et à 160,4 millions $ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, et elle a été contrebalancée en partie par la baisse de 81,6 millions $ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 13,6 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La marge brute s'est établie à 242,5 millions $ pour le trimestre, soit 28,6 % des produits des activités ordinaires, contre 228,9 millions $, soit 27,5 % des produits des activités ordinaires, pour le troisième trimestre de l'exercice 2021.

[3] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, la marge brute a totalisé 683,9 millions $, soit 28,3 % des produits des activités ordinaires, par rapport à 527,9 millions $, soit 25,3 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des économies issues du programme exhaustif mis en place pour réduire structurellement nos coûts.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 15,5 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
Pour le trimestre, le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 65,5 millions $ (7,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 82,9 millions $ (10,0 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021. Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 112,7 millions $ (13,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 97,2 millions $ (11,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021. La hausse du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établie à 21,4 millions $ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 9,7 millions $ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la diminution de 15,6 millions $ pour le secteur Santé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 190,9 millions $ (7,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 0,8 million $ à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 301,8 millions $ (12,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 174,4 millions $ (8,4 % des produits des activités ordinaires) pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 127,4 millions $. La hausse du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établie à 120,7 millions $ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 18,6 millions $ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la diminution de 11,9 millions $ pour le secteur Santé.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, en hausse de 26,1 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
Pour réduire au minimum l'incidence de cette période difficile sur les employés, CAE s'était prévalue des mesures d'urgence gouvernementales et des programmes de subventions salariales qui sont offerts dans le monde, notamment le programme de Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). CAE était admissible au programme de SSUC au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, et les subventions salariales ont été utilisées pour remplacer certaines mesures de réduction des coûts prises précédemment et pour atténuer en partie l'impact sur les employés touchés. Le gouvernement du Canada a prolongé le programme de SSUC jusqu'en octobre 2021. La participation de CAE à ce programme a toutefois pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, CAE n'a réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 112,7 millions $ (13,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 86,6 millions $ (10,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, en hausse de 26,1 millions $. La hausse s'est établie à 25,0 millions $ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 16,1 millions $ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la diminution de 15,0 millions $ pour le secteur Santé.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 288,2 millions $ (11,9 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 204,0 millions $ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'est établie à 159,4 millions $ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 54,5 millions $ pour le secteur Défense et sécurité, et elle a été contrebalancée en partie par la diminution de 9,9 millions $ pour le secteur Santé.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, nous avions comptabilisé des charges du personnel plus élevées qu'à l'habitude, puisque les montants reçus en vertu de ces programmes ont été transférés directement aux employés selon l'objectif des programmes de subvention et la façon dont ils ont été conçus dans certains pays. Nous avions également engagé des charges opérationnelles supplémentaires, notamment des coûts liés à l'achat d'équipement de protection individuel, aux mesures de désinfection supplémentaires pour protéger la santé et la sécurité de nos employés et à l'implantation de protocoles de sécurité. Bien que ces coûts supplémentaires aient été dans certains cas estimatifs, ils ont presque entièrement neutralisé l'incidence positive des programmes d'aide gouvernementale.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières stable par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La hausse des charges financières sur la dette à long terme et la baisse des produits financiers ont été annulées par la diminution des charges financières sur les obligations locatives et la hausse des coûts d'emprunt inscrits à l'actif.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le montant net des charges financières s'est établi à 98,1 millions $, en baisse de 5,5 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique en grande partie par la diminution des charges financières sur les obligations locatives et la hausse des coûts d'emprunt inscrits à l'actif, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des charges financières liées aux obligations au titre des redevances.

Taux d'imposition de 8 % pour le trimestre écoulé
La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 2,6 millions $ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 8 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de néant au troisième trimestre de l'exercice 2021.

Le taux d'imposition a subi l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés au cours du trimestre considéré. Au troisième trimestre de l'exercice précédent, le taux d'imposition avait subi l'incidence des coûts de restructuration, de même que l'incidence favorable des contrôles fiscaux. Abstraction faite de ces éléments, le taux d'imposition se serait établi à 20 % pour le trimestre, contre 16 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2021. Sur cette base, l'augmentation du taux d'imposition pour ce trimestre par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice 2021 s'explique par le changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le produit d'impôt sur le résultat s'est établi à 0,1 million $, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de néant, comparativement à un taux d'imposition effectif de 36 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour l'exercice considéré, le taux d'imposition a varié en raison des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. L'an dernier, le taux d'imposition avait été tributaire des pertes de valeur d'actifs non financiers et des montants à recevoir de clients en raison de la pandémie de COVID-19, des coûts de restructuration et de l'incidence favorable des contrôles fiscaux. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le taux d'imposition effectif se serait établi à 14 % pour l'exercice considéré contre 23 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, diminution qui traduit essentiellement l'incidence favorable découlant, pour l'exercice écoulé, des changements quasi adoptés de lois de l'impôt au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Colombie, l'incidence favorable des contrôles fiscaux au Canada de même que le changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

6.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

(montants en millions)	**Trimestres clos les 31 décembre**		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Coûts d'intégration et d'acquisition	**20,5 $**	— $	**64,2 $**	— $
Dépréciation d'actifs non financiers	**20,7**	9,7	**30,6**	33,5
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	**2,6**	1,8	**4,6**	21,7
Autres coûts	**3,4**	2,8	**11,5**	10,2
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**47,2 $**	14,3 $	**110,9 $**	65,4 $

Le 12 août 2020, nous avons annoncé que nous adopterions des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant nos actifs et notre présence à l'échelle mondiale et en ajustant nos activités en fonction de la demande attendue et des gains d'efficacité structurelle permanents. Dans la foulée de ces mesures, nous prévoyons comptabiliser des coûts de restructuration d'environ 170 millions $ sur la durée du programme, dont une tranche de 124,0 millions $ a déjà été engagée et comptabilisée au cours de l'exercice 2021 et une tranche de 43,0 millions $ l'a été depuis le début de l'exercice 2022. Ces coûts sont essentiellement liés aux frais immobiliers, de relocalisation d'actifs et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de notre présence opérationnelle, de même qu'à des indemnités de cessation d'emploi, qui ont été engagés au cours de l'exercice 2021 et à l'exercice 2022.

La dépréciation d'actifs non financiers dans le cadre de ce programme de restructuration comprend essentiellement la dépréciation d'immobilisations corporelles liées aux dispositifs de formation considérés comme excédentaires, d'immobilisations incorporelles du fait de l'arrêt de certains produits ainsi que d'immeubles et d'actifs au titre du droit d'utilisation relatifs aux installations immobilières que la Société loue, afin de s'aligner avec l'optimisation de sa présence opérationnelle ainsi que ses actifs.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de L3H MT se sont respectivement élevés à 17,4 millions $ et à 54,3 millions $.

6.3 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

Carnet de commandes total[4] en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 31 décembre 2021	Période de neuf mois close le 31 décembre 2021
Commandes engagées[4] en début de période	6 822,7 $	6 412,6 $
+ prises de commandes[4]	1 377,2	2 770,1
- produits des activités ordinaires	(848,7)	(2 416,3)
+/- ajustements	(31,7)	553,1
Commandes engagées en fin de période	7 319,5 $	7 319,5 $
Carnet de commandes des coentreprises[4] (exclusivement composé de commandes engagées)	335,6	335,6
Commandes non financées et options[4]	1 522,1	1 522,1
Carnet de commandes total	9 177,2 $	9 177,2 $

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes[4] pour le trimestre s'est établi à 1,62. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,12.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

[4] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :
– Solutions de formation pour l'aviation civile;
– Défense et sécurité;
– Santé.

La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Acquisitions
– Le 28 octobre 2021, nous avons annoncé un accord portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre. L'acquisition, si elle est réalisée, élargira davantage notre portée auprès de notre vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et nous positionnera comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie. La clôture de la transaction, qui devrait survenir au premier trimestre de l'année civile 2022, est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

Expansions
– Nous avons élargi notre réseau dans le domaine de l'aviation commerciale grâce à l'ajout d'un FFS Airbus A220 à notre centre de formation de Montréal, au Canada;
– Nous avons annoncé l'expansion de notre capacité de formation à Dubaï avec l'ajout du premier FFS Bombardier Global 6500 à la coentreprise Emirates-CAE Flight Training à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

COMMANDES
Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 752,5 millions $ ce trimestre, notamment des contrats portant sur la vente de 19 FFS au cours du trimestre, portant le total des commandes du secteur civil à 33 FFS pour les neuf premiers mois de l'exercice, dont les suivants :
– Six FFS, soit des Boeing 737 MAX, des Airbus A320 et des CRJ, à American Airlines Group;
– Six FFS Boeing 737 MAX à Ryanair;
– Trois FFS Boeing 737 MAX à Southwest Airlines;
– Un FFS Praetor à Simcom Aviation Training, une coentreprise entre CAE et Directional Aviation Capital;
– Un FFS Airbus A320 à l'Université Lanmei du Cambodge;
– Deux FFS à un client dont l'identité demeure confidentielle.

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :
– Une prolongation du contrat d'Endeavor Air pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 5 ans;
– Une prolongation du contrat d'Avianca pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 5 ans;
– Un contrat de XO Jet pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 5 ans;
– Un contrat de Global Jet Luxembourg pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 5 ans;
– Un contrat de VistaJet pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 5 ans;
– Un contrat de Norwegian pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 9 ans.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les unités NES, les FFS, le taux d'utilisation et les FFS livrés)	**T3-2022**	T2-2022	T1-2022	T4-2021	T3-2021	
Produits des activités ordinaires	**390,1**	362,1	432,9	388,2	412,2	$
Résultat opérationnel	**57,1**	49,9	59,0	40,5	48,4	$
ROS ajusté	**83,4**	65,3	69,7	66,6	62,0	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***21,4***	*18,0*	*16,1*	*17,2*	*15,0*	*%*
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**83,4**	65,3	64,5	46,9	58,4	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***21,4***	*18,0*	*14,9*	*12,1*	*14,2*	*%*
Dotation aux amortissements	**55,5**	55,4	55,5	58,2	58,2	$
Dépenses en immobilisations corporelles	**69,7**	39,3	70,2	40,7	21,2	$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	**13,6**	13,3	9,8	9,9	8,4	$
Capital utilisé[5]	**3 883,5**	3 937,5	3 885,5	3 808,1	3 792,6	$
Carnet de commandes total	**4 606,0**	4 263,2	4 200,4	4 293,1	4 198,1	$
Unités NES[5]	**249**	245	243	240	245	
FFS déployés dans le réseau de CAE[5]	**312**	312	319	317	320	
Taux d'utilisation[5]	**60**	53	56	55	50	%
FFS livrés	**7**	5	11	14	10	

Produits des activités ordinaires en baisse de 5 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021 s'explique par la diminution des produits tirés des ventes de simulateurs, surtout du fait de la baisse des livraisons prévues et du calendrier des grandes étapes de production à notre établissement de fabrication. La baisse traduit également l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, contrebalancée en partie par la hausse des produits tirés des services de formation du fait de l'augmentation du taux d'utilisation en Amérique, de même que par l'intégration des entreprises récemment acquises dans nos résultats.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 185,1 millions $, en hausse de 160,4 millions $, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires en regard de la période correspondante de l'exercice 2021 traduit la hausse du taux d'utilisation, surtout en Amérique et en Europe, ainsi que l'intégration des entreprises récemment acquises dans nos résultats. La hausse a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le premier trimestre de l'exercice 2021, nous avons constaté un allégement graduel des répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19 qui s'est manifesté par l'amélioration du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau et des prises de commandes. Cependant, en raison de l'imprévisibilité continue des nouveaux variants du virus, nous demeurons touchés par les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, l'absentéisme des employés et des clients en raison des infections, les contraintes opérationnelles imposées par les autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 35 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 83,4 millions $ (21,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, par rapport à 62,0 millions $ (15,0 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021.

L'augmentation en regard du troisième trimestre de l'exercice 2021 traduit d'abord et avant tout la hausse du taux d'utilisation en Amérique, l'intégration des entreprises récemment acquises dans nos résultats, ainsi que l'accroissement des économies issues du programme exhaustif mis en place pour réduire structurellement nos coûts. La hausse a été neutralisée en partie par le recul des produits tirés des ventes de simulateurs et par la diminution des montants reçus dans le cadre de programmes d'aide publique pour la COVID-19.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 218,4 millions $ (18,4 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 120,7 millions $, soit 124 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation traduit d'abord et avant tout la hausse du taux d'utilisation en Amérique, en Europe et à l'égard de nos coentreprises au Moyen-Orient, l'accroissement des économies issues du programme exhaustif mis en place pour réduire structurellement nos coûts et l'intégration des entreprises récemment acquises dans nos résultats. La hausse a été neutralisée en partie par le recul des produits tirés des ventes de simulateurs et par la diminution des montants reçus dans le cadre de programmes d'aide publique pour la COVID-19.

[5] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, en hausse de 25,0 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La participation de CAE au programme de SSUC a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, nous n'avons réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, un montant de 3,6 millions $ avait été porté au crédit du résultat net au titre des programmes d'aide gouvernementale COVID-19. Sur cette base, et sans ajustement pour tenir compte des charges d'exploitation accrues que nous continuons à comptabiliser du fait de la COVID-19, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a augmenté de 25,0 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, un montant de 5,2 millions $ a été porté au crédit du résultat net au titre des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, contre 43,9 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur cette base, et sans ajustement pour tenir compte des charges d'exploitation accrues que nous comptabilisons du fait de la COVID-19, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a augmenté de 159,4 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 69,7 millions $ pour le trimestre
Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 54,1 millions $ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 15,6 millions $.

Capital utilisé en baisse de 54,0 millions $ par rapport au trimestre précédent
La baisse en regard du trimestre précédent s'explique par le recul du fonds de roulement hors trésorerie attribuable à la diminution des créances clients et à l'incidence des variations du change.

Carnet de commandes total en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 31 décembre 2021	Période de neuf mois close le 31 décembre 2021
Commandes engagées en début de période	4 028,0 $	4 047,4 $
+ prises de commandes	752,5	1 499,5
- produits des activités ordinaires	(390,1)	(1 185,1)
+/- ajustements	(6,7)	21,9
Commandes engagées en fin de période	4 383,7 $	4 383,7 $
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	222,3	222,3
Carnet de commandes total	4 606,0 $	4 606,0 $

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,93 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,20.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Expansions
– Nous avons annoncé l'expansion de notre offre d'entraînement initial au vol des forces militaires grâce à l'établissement de notre premier programme militaire en Europe. En vertu d'un contrat de l'Office fédéral des équipements, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr, nous mettrons en place de nouvelles installations d'entraînement à l'aéroport de Brême, en Allemagne, où nous appuierons les services d'entraînement initial pour les forces aériennes allemandes.

Nouveaux programmes et produits
– Nous avons lancé le générateur d'images CAE Prodigy, qui offre des graphiques haute fidélité, une simulation basée sur la physique et la possibilité de multiplier par mille le nombre d'entités dans un environnement virtuel. Le générateur d'images CAE Prodigy s'appuie sur les caractéristiques éprouvées de la gamme existante de générateurs d'images de CAE.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 592,6 millions $, notamment :

- Un contrat de la marine allemande pour un deuxième simulateur de l'hélicoptère NH90 Sea Lion;
- Un contrat de l'USAF pour continuer à entraîner les équipages du KC-135;
- Un contrat de la U.S. Navy pour continuer à fournir au chef de la formation aéronavale des services contractuels d'instructions à 5 bases aéronavales;
- Un contrat de Leonardo pour soutenir le développement d'un dispositif de formation au vol de l'Alenia C-27J;
- Un contrat de l'USAF pour continuer à fournir des services complets d'entraînement des équipages du C-130H;
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition pour fournir des mises à niveau des dispositifs d'entraînement de l'E-3A;
- Un contrat de l'USAF pour continuer à soutenir le programme SCARS, qui intègre et uniformise les simulateurs d'entraînement de l'USAF;
- Un contrat de la U.S. Navy pour continuer à former les équipages du T-44C;
- Un contrat de l'armée américaine pour continuer à soutenir l'entraînement au pilotage des hélicoptères.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	**T3-2022**	T2-2022	T1-2022	T4-2021	T3-2021	
Produits des activités ordinaires	**426,5**	417,9	288,2	334,4	299,3	$
Résultat opérationnel	**16,5**	(8,9)	22,6	(8,5)	21,8	$
ROS ajusté	**32,0**	26,7	23,7	23,2	22,3	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***7,5***	*6,4*	*8,2*	*6,9*	*7,5*	*%*
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**32,0**	26,7	15,7	6,8	15,9	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	***7,5***	*6,4*	*5,4*	*2,0*	*5,3*	*%*
Dotation aux amortissements	**21,1**	20,0	12,2	13,8	12,9	$
Dépenses en immobilisations corporelles	**6,5**	5,7	3,4	9,3	2,1	$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	**9,0**	3,5	5,5	0,5	3,9	$
Capital utilisé	**2 360,7**	2 466,2	1 100,8	1 021,4	945,2	$
Carnet de commandes total	**4 571,2**	4 564,7	3 733,7	3 908,0	3 622,0	$

Produits des activités ordinaires en hausse de 42 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021

L'augmentation en regard du troisième trimestre de l'exercice 2021 traduit d'abord et avant tout l'intégration dans nos résultats de L3H MT, d'un montant de 127,9 millions $, acquise au deuxième trimestre de l'exercice considéré. La hausse a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 132,6 millions $, en hausse de 249,9 millions $, soit 28 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'intégration de L3H MT dans nos résultats et par la hausse des produits des activités ordinaires à l'égard de nos programmes européens et nord-américains, facteurs neutralisés en partie par l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le premier trimestre de l'exercice 2021, nous avons constaté un allégement graduel des répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19. Cependant, en raison de l'imprévisibilité continue des nouveaux variants du virus, les prises de commandes et l'exécution de certains programmes de produits, en particulier au niveau international, nous continuons à être touchés par les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, l'absentéisme des employés et des clients en raison des infections, les contraintes opérationnelles imposées par les autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 43 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 32,0 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, par rapport à 22,3 millions $ (7,5 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021.

L'augmentation en regard du troisième trimestre de l'exercice 2021 traduit d'abord et avant tout l'intégration dans nos résultats de L3H MT, d'un montant de 19,6 millions $. La hausse a été neutralisée en partie par la réduction des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19 et par l'accroissement des frais de vente, généraux et d'administration du fait de l'assouplissement des mesures temporaires de contrôle des coûts mises en œuvre au premier trimestre de l'exercice 2021.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 82,4 millions $ (7,3 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 18,6 millions $, soit 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'intégration de L3H MT dans nos résultats et par la hausse des marges à l'égard de nos programmes nord-américains. La hausse a été neutralisée en partie par la réduction des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19 et par l'accroissement des frais de vente, généraux et d'administration du fait de l'assouplissement des mesures temporaires de contrôle des coûts mises en œuvre au premier trimestre de l'exercice 2021.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, en hausse de 16,1 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La participation de CAE au programme de SSUC a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, nous n'avons réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, un montant de 6,4 millions $ avait été porté au crédit du résultat net au titre des programmes d'aide gouvernementale COVID-19. Sur cette base, et sans ajustement pour tenir compte des charges d'exploitation accrues que nous continuons à comptabiliser du fait de la COVID-19, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a augmenté de 16,1 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, un montant de 8,0 millions $ a été porté au crédit du résultat net au titre des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, contre 43,9 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur cette base, et sans ajustement pour tenir compte des charges d'exploitation accrues que nous comptabilisons du fait de la COVID-19, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a augmenté de 54,5 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Capital utilisé en baisse de 105,5 millions $ par rapport au trimestre précédent
La diminution par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la baisse du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer, la hausse des passifs sur contrat et le fléchissement des créances clients. La baisse a été contrebalancée en partie par la diminution des autres passifs non courants.

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 31 décembre 2021	Période de neuf mois close le 31 décembre 2021
Commandes engagées en début de période	2 794,7 $	2 365,2 $
+ prises de commandes	592,6	1 172,0
- produits des activités ordinaires	(426,5)	(1 132,6)
+/- ajustements	(25,0)	531,2
Commandes engagées en fin de période	2 935,8 $	2 935,8 $
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	113,3	113,3
Commandes non financées et options	1 522,1	1 522,1
Carnet de commandes total	4 571,2 $	4 571,2 $

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,39 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,05.

Pour le trimestre, des commandes de 285,5 millions $ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 322,3 millions $ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Nouveaux programmes et produits
- Nous avons lancé CAE Vimedix 3.3, une nouvelle version de notre plateforme de formation en échographie. Cette mise à niveau facilite l'élaboration des évaluations et la création des exercices, inclut un nouveau contenu pédagogique axé sur l'échographie au point de service et la médecine d'urgence, et introduit une toute nouvelle fonction de sonde virtuelle;
- Nous avons lancé une nouvelle version du gestionnaire d'inventaire de l'outil CAE LearningSpace Enterprise. La mise à niveau accroît les fonctionnalités de LearningSpace en offrant une plateforme unique pour le suivi et la gestion des actifs de centres de simulation ainsi que la communication d'informations à leur sujet;
- Nous avons lancé une nouvelle plateforme de commerce électronique pour nos dispositifs d'entraînement des compétences, rehaussant considérablement l'expérience des utilisateurs et élargissant l'accès des clients;
- Nous avons lancé 11 nouveaux cours numériques en ligne dans le cadre de notre collaboration avec le BCIT. Chaque cours est disponible sur demande et comprend une simulation virtuelle ciblant des évaluations et des traitements médicaux spécifiques. Ces exercices d'autoapprentissage peuvent également être utilisés en complément d'une séance de simulation pratique et peuvent être complétés à distance.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	**T3-2022**	T2-2022	T1-2022	T4-2021	T3-2021	
Produits des activités ordinaires	**32,1**	34,9	31,6	171,7	120,9	$
Résultat opérationnel	**(8,1)**	(1,8)	4,6	15,6	12,7	$
ROS ajusté	**(2,7)**	(1,3)	5,0	16,4	12,9	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	**—**	—	*15,8*	*9,6*	*10,7*	*%*
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**(2,7)**	(1,3)	4,6	15,3	12,3	$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	**—**	—	*14,6*	*8,9*	*10,2*	*%*
Dotation aux amortissements	**3,3**	3,2	3,4	6,5	8,1	$
Dépenses en immobilisations corporelles	**0,7**	1,7	0,3	0,5	0,6	$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	**2,9**	2,8	4,0	0,6	4,0	$
Capital utilisé	**193,7**	210,1	185,9	90,9	261,1	$

Produits des activités ordinaires en baisse de 73 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La diminution des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021 s'explique par l'apport de 93,5 millions $ des respirateurs CAE Air1 à l'exercice précédent et par la baisse des produits tirés des simulateurs de patients dans la foulée de perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement qui ont entraîné des retards de livraison au cours du trimestre. La baisse des produits des activités ordinaires a été contrebalancée en partie par la hausse des produits tirés des solutions de gestion de centres et des simulateurs d'échographie, ainsi que par les projets réalisés avec des fabricants OEM au cours du trimestre. Abstraction faite des respirateurs CAE Air1, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 17 % en regard du troisième trimestre de l'exercice 2021.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 98,6 millions $, en baisse de 81,6 millions $, soit 45 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est imputable à l'apport des respirateurs CAE Air1 à l'exercice précédent, annulé en partie par une augmentation dans les principales catégories de produits, notamment les solutions de gestion de centres ainsi que les simulateurs d'échographie et de patients, de même que par l'intégration de Medicor, acquise au trimestre précédent, dans nos résultats. Abstraction faite de l'apport des respirateurs CAE Air1, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 24 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent.

Depuis le premier trimestre de l'exercice 2021, nous continuons à observer des améliorations graduelles. Nos clients demeurent toutefois confrontés aux exigences que pose la crise sanitaire découlant de la pandémie de COVID-19.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en baisse de 15,6 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à une perte de 2,7 millions $ pour le trimestre, par rapport à un bénéfice de 12,9 millions $ (10,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2021.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021 s'explique en grande partie par l'apport des respirateurs CAE Air1 à l'exercice précédent, la hausse des coûts découlant des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'absentéisme des employés en raison des infections, ainsi que la hausse des frais de vente, généraux et d'administration. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires dans les principales catégories de produits.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond à un bénéfice de 1,0 million $ (1,0 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 11,9 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'apport des respirateurs CAE Air1 par rapport à l'exercice précédent, la hausse des coûts découlant des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'absentéisme des employés en raison des infections, ainsi que la hausse des frais de vente, généraux et d'administration. La baisse a été neutralisée en partie par le recul du montant net des frais de recherche et développement découlant de la constatation de crédits d'impôt à l'investissement non comptabilisés auparavant au cours de l'exercice considéré et par l'augmentation des produits des activités ordinaires dans les principales catégories de produits.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, en baisse de 15,0 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021
La participation de CAE au programme de SSUC a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, nous n'avons réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, un montant de 0,6 million $ avait été porté au crédit du résultat net au titre des programmes d'aide gouvernementale COVID-19. Sur cette base, et sans ajustement pour tenir compte des charges d'exploitation accrues que nous continuons à comptabiliser du fait de la COVID-19, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a diminué de 15,0 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, un montant de 0,4 million $ a été porté au crédit du résultat net au titre des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, contre 2,4 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur cette base, et sans ajustement pour tenir compte des charges d'exploitation accrues que nous comptabilisons du fait de la COVID-19, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a diminué de 9,9 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Capital utilisé en baisse de 16,4 millions $ par rapport au trimestre précédent
La diminution par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la baisse du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait du fléchissement des créances clients et de l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des stocks attribuable aux retards de livraison s'expliquant par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et du fléchissement des passifs sur contrat. Elle s'explique aussi par le recul des immobilisations incorporelles, annulée en partie par la baisse des autres passifs non courants.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :
– Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
– Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
– Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
(montants en millions)	**2021**	2020	**2021**	2020
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	**99,2 $**	125,7 $	**312,5 $**	267,2 $
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	**210,4**	109,1	**(101,1)**	(75,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	**309,6 $**	234,8 $	**211,4 $**	192,0 $
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance[6]	**(18,1)**	(5,3)	**(39,3)**	(18,9)
Variation des autres actifs	**(10,1)**	(9,2)	**(27,0)**	(11,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	**0,2**	1,5	**8,1**	1,7
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	**(19,5)**	0,5	**(19,9)**	1,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	**20,0**	1,7	**20,6**	11,7
Flux de trésorerie disponibles[6]	**282,1 $**	224,0 $	**153,9 $**	176,2 $
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance[6]	**(58,8)**	(18,6)	**(158,2)**	(38,2)
Frais de développement inscrits à l'actif	**(15,4)**	(12,1)	**(39,8)**	(38,4)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	**3,7**	480,2	**695,5**	482,6
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	**(8,4)**	(134,7)	**(1 384,8)**	(134,7)
Acquisition d'un investissement dans des participations mises en équivalence	**—**	—	**(4,3)**	—
Autres mouvements de trésorerie, montant net	**(1,9)**	—	**(1,9)**	(0,7)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**(4,0)**	(5,1)	**(7,9)**	(12,8)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	**197,3 $**	533,7 $	**(747,5) $**	434,0 $

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 282,1 millions $ pour le trimestre
Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 282,1 millions $ pour le trimestre, en hausse de 58,1 millions $ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2021. L'augmentation s'explique essentiellement par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie et la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles, dont des paiements de quelque 38 millions $ ce trimestre au titre des coûts d'intégration et d'acquisition des entreprises récemment acquises de même que des indemnités de cessation d'emploi et autres coûts associés à notre programme de restructuration annoncé antérieurement. La hausse a également été contrebalancée par l'augmentation des paiements versés aux participations mises en équivalence et par la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 153,9 millions $, en baisse de 22,3 millions $ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, la hausse des paiements versés aux participations mises en équivalence et l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, facteurs neutralisés en partie par la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles.

[6] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

Dépenses d'investissement en immobilisations de 76,9 millions $ pour le trimestre
Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 58,8 millions $ pour le trimestre et à 158,2 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 18,1 millions $ pour le trimestre et 39,3 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Programmes d'aide gouvernementale COVID-19
Les montants en trésorerie reçus en vertu des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ont été nuls pour le trimestre et se sont établis à 38,3 millions $ pour les neuf premiers mois de l'exercice. La participation de CAE au programme de SSUC a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, nous n'avons réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

(montants en millions)	**31 décembre 2021**	30 septembre 2021	31 mars 2021
Utilisation du capital :			
Actifs courants	**2 196,1 $**	2 156,6 $	3 378,6 $
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	**(463,5)**	(340,4)	(926,1)
Passifs courants	**(1 861,7)**	(1 703,3)	(2 633,3)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	**195,9**	205,7	216,3
Fonds de roulement hors trésorerie[7]	**66,8 $**	318,6 $	35,5 $
Immobilisations corporelles	**2 132,1**	2 111,9	1 969,4
Autres actifs non courants	**4 887,0**	4 884,1	3 400,4
Autres passifs non courants	**(760,9)**	(814,5)	(767,1)
Total du capital utilisé	**6 325,0 $**	6 500,1 $	4 638,2 $
Provenance du capital[7] :			
Partie courante de la dette à long terme	**195,9 $**	205,7 $	216,3 $
Dette à long terme	**2 578,1**	2 616,2	2 135,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	**(463,5)**	(340,4)	(926,1)
Dette nette[7]	**2 310,5 $**	2 481,5 $	1 425,4 $
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**3 938,5**	3 944,4	3 140,5
Participations ne donnant pas le contrôle	**76,0**	74,2	72,3
Provenance du capital	**6 325,0 $**	6 500,1 $	4 638,2 $

Capital utilisé en baisse de 175,1 millions $ par rapport au trimestre précédent
La diminution traduit essentiellement la baisse du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la diminution des autres passifs non courants.

Rendement du capital utilisé (RCU)[7]
Notre RCU a été de 4,2 % pour le trimestre. Le RCU ajusté s'est fixé à 6,1 % pour le trimestre, par rapport à 6,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et à 6,6 % au trimestre précédent. Le RCU ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 5,5 % pour le trimestre.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 251,8 millions $ par rapport au trimestre précédent
La diminution s'explique en grande partie par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer, à celle des passifs sur contrat, et à la diminution des actifs sur contrat et des créances clients.

Autres passifs non courants en baisse de 53,6 millions $ par rapport au trimestre précédent
La baisse est surtout attribuable à la diminution des profits différés et des autres passifs non courants, ainsi qu'à la baisse des passifs d'impôt différé, facteurs neutralisés en partie par la hausse des obligations au titre des avantages du personnel.

[7] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

Variation de la dette nette

(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres et le ratio de la dette nette sur le BAIIA)	Trimestre clos le 31 décembre 2021	Période de neuf mois close le 31 décembre 2021
Dette nette en début de période	2 481,5 $	1 425,4 $
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(197,3)	747,5
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(4,7)	10,7
Incidence des regroupements d'entreprises	—	34,9
Variations des obligations locatives hors trésorerie	27,6	76,4
Autres	3,4	15,6
Variation de la dette nette pour la période	(171,0) $	885,1 $
Dette nette en fin de période	2 310,5 $	2 310,5 $
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres[8]	36,5 %	
BAIIA[8]	546,6 $	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA[8]	4,23	
BAIIA ajusté[8]	716,1 $	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté[8]	3,23	
BAIIA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[8]	665,3 $	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19[8]	3,47	

Nous disposons d'une marge de crédit à taux variable engagée par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. En septembre 2021, nous avons prorogé au 29 septembre 2026 l'échéance de notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions $ US.

Nous gérons une facilité d'achat de créances engagée de 400,0 millions $ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité engagée est reconduite chaque année.

En juillet 2021, afin de financer l'acquisition de L3H MT, nous avons émis des emprunts à terme non garantis d'un montant total de 300,0 millions $ US en deux tranches. La première tranche vise un montant de 175,0 millions $ US échéant en 2023 alors que la deuxième tranche de 125,0 millions $ US vient à échéance en 2025. Les emprunts à terme portent intérêt à des taux variables.

En septembre 2021, nous avons conclu de nouvelles participations financières du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec, qui investiront jusqu'à 190,0 millions $ et 150,0 millions $, respectivement, sous forme de prêts partiellement remboursables pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D. Les investissements financeront le Projet Résilience, un plan d'investissement de 1 milliard $ dans les innovations en R-D au cours des cinq prochaines années dans le but de développer les technologies de l'avenir, y compris les solutions numériques immersives utilisant les écosystèmes de données et l'intelligence artificielle dans les secteurs de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité et des soins de santé. Le projet permettra aussi à CAE de se positionner en tant que chef de file des solutions technologiques de bout en bout, de soutien opérationnel et de formation pour la mobilité aérienne avancée, tout en développant des technologies d'aéronefs légers écologiques.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 31 décembre 2021, nous respections toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Le total des liquidités disponibles au 31 décembre 2021 était d'environ 2,2 milliards $, ce qui comprend un montant de 463,5 millions $ en trésorerie et équivalents de trésorerie, les montants disponibles sur notre facilité de crédit renouvelable et le solde de notre facilité d'achat de créances.

L'incidence défavorable de la COVID-19 sur nos liquidités évolue en temps réel et diffère d'une région à l'autre. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des entrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie non consolidée et consolidée afin de nous assurer de l'utilisation adéquate et efficace des ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, des résultats des tests de résistance, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations, des dates d'échéance des dettes, incluant la disponibilité des facilités de crédit, les besoins en fonds de roulement, la conformité aux clauses restrictives financières et le financement des engagements financiers. En fonction de notre analyse de scénarios, nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, le montant disponible sur notre facilité de crédit renouvelable engagée et la trésorerie que nous nous attendons à tirer des activités opérationnelles suffiront à satisfaire nos besoins financiers dans un avenir prévisible. Afin de préserver les liquidités, nous maintenons certaines mesures flexibles, dont la suspension de nos dividendes par action ordinaire et de notre programme de rachat d'actions. Cette position est réexaminée périodiquement.

[8] Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir section 5).

Total des capitaux propres en baisse de 4,1 millions $ pour le trimestre
Le fléchissement des capitaux propres s'explique d'abord et avant tout par la variation des autres éléments du résultat global, notamment la variation défavorable du change et les réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies, facteurs essentiellement neutralisés par le résultat net réalisé ce trimestre.

Informations sur les actions en circulation
Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2021, nous avions au total 316 983 348 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 2 223,9 millions $. Nous avions également 6 835 072 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 janvier 2022, nous avions un total de 316 983 848 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 834 572 options étaient en cours aux termes du ROA.

Émission d'actions ordinaires à la conversion de reçus de souscription
Le 2 juillet 2021, au moment de la conclusion de l'acquisition de L3H MT, 22 400 000 reçus de souscription en circulation ont été convertis en actions ordinaires de CAE, conformément aux modalités des reçus de souscription, à raison d'une pour une. Le produit de 700,0 millions $ tiré de l'émission des reçus de souscription ainsi que les intérêts gagnés de 0,4 million $ ont été libérés par le dépositaire légal et utilisés pour financer l'acquisition de L3H MT. Les coûts de transaction liés aux placements d'actions ont totalisé 31,0 millions $, moins le recouvrement d'impôt sur le résultat de 8,2 millions $.

9.2 Éventualités

Au cours de l'exercice 2015, nous avons reçu des avis de cotisation de l'Agence du Revenu du Canada (ARC) concernant le traitement des montants reçus dans le cadre du programme de l'Initiative Stratégique pour l'Aérospatiale et la Défense (ISAD) au cours de nos années d'imposition 2012 et 2013. Dans le cadre du programme ISAD, nous avions reçu des fonds du gouvernement du Canada pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D, sous forme d'un prêt portant intérêt et remboursable sans condition, dont nous avons commencé à rembourser le principal et les intérêts au cours de l'exercice 2016, conformément aux modalités du programme. L'ARC a statué que les montants reçus en vertu du programme ISAD constituent une aide gouvernementale, plutôt qu'un prêt. Nous avons déposé des avis d'opposition aux avis de cotisation de l'ARC, suivis d'un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

Le 14 septembre 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, qui était favorable à la nouvelle cotisation initiale de l'ARC et a jugé que les montants reçus dans le cadre du programme ISAD étaient admissibles à titre d'aide gouvernementale. Le 8 octobre 2021, nous avons déposé un avis d'appel auprès de la Cour d'appel fédérale. Par conséquent, nous n'avons pas reconnu les impacts des réévaluations de l'ARC dans nos états financiers consolidés.

Bien que nous sommes convaincus que nous réussirons finalement à défendre notre position auprès de la Cour d'appel fédérale, si nous n'y parvenons pas, l'impact de la nouvelle cotisation n'aura pas d'effet négatif important sur notre charge fiscale globale, mais affectera principalement le calendrier des paiements d'impôts.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ACQUISITION D'UN INVESTISSEMENT DANS UNE PARTICIPATION MISE EN ÉQUIVALENCE

Regroupements d'entreprises

Division Formation militaire de L3Harris Technologies
Le 2 juillet 2021, nous avons conclu l'acquisition précédemment annoncée de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) pour une contrepartie en trésorerie de 1 337,7 millions $ (1 075,3 millions $ US), sous réserve d'ajustements additionnels du prix d'achat. L3H MT inclut Link Simulation & Training, Doss Aviation et AMI. Link Simulation & Training est l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation militaire aux États-Unis, Doss Aviation est un fournisseur de l'entraînement initial au vol à la United States Air Force, et AMI est un établissement de conception et de fabrication de matériel destiné aux simulateurs. Cette acquisition élargit notre position en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, indépendamment de la plateforme, en diversifiant notre position de chef de file en formation et simulation dans le domaine aérien, complétant ainsi nos solutions de formation terrestre et navale, et améliorant nos capacités de simulation et de formation dans les domaines spatial et cyber.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, de L3H MT sont inclus dans le secteur Défense et sécurité. Au 31 décembre 2021, la répartition du prix d'achat est préliminaire.

Autres regroupements d'entreprises de l'exercice 2022

RB Group
Le 1er avril 2021, nous avons acquis la participation restante de 79 % dans RB Group, un important fournisseur de solutions entièrement intégrées qui modernisent la façon dont les compagnies aériennes et les exploitants d'avions d'affaires interagissent avec leur équipage. Cette acquisition vient appuyer notre expansion dans la gestion numérique des équipages de vol dans le cadre de notre stratégie visant à accroître les services de logiciels destinés à l'aviation civile. Avant cette transaction, notre participation de 21 % dans RB Group était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

GlobalJet Services
Le 10 juin 2021, nous avons acquis GlobalJet Services (GlobalJet), un fournisseur en matière de formation à la maintenance aéronautique reconnu dans le monde entier pour ses services destinés à l'aviation commerciale et aux hélicoptères. Cette acquisition augmente notre capacité de formation en agrandissant notre gamme de plateformes d'aéronefs disponibles pour les programmes de formation à la maintenance de classe mondiale et approuvés par les organismes de réglementation.

Medicor Lab Inc.
Le 5 juillet 2021, nous avons acquis les actions de Medicor Lab Inc. (Medicor), une société spécialisée dans les dispositifs de formation aux tâches et la production de peau synthétique réaliste. Cette acquisition permet d'enrichir notre gamme de produits et d'accroître notre capacité à offrir des simulateurs de plus grande qualité, pour une meilleure expérience client.

Le total du prix d'achat des acquisitions de RB Group, de GlobalJet et de Medicor est composé d'une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 19,0 millions $, d'un montant à payer à long terme de 1,2 million $ et d'une contrepartie conditionnelle d'un montant maximal de 4,0 millions $, si certains critères sont atteints, et est principalement affecté au goodwill et aux immobilisations incorporelles.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, de RB Group et de GlobalJet sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, alors que ceux de Medicor sont inclus dans le secteur Santé.

Autres
Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, nous avons terminé notre évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flight Simulation Company B.V., de Merlot Aero Limited et de TRU Simulation + Training Canada, acquises au cours l'exercice 2021, ainsi que de RB Group, de GlobalJet et de Medicor, acquises au cours de l'exercice 2022.

Durant la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les ajustements aux répartitions préliminaires du prix d'achat des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2021 ont donné lieu à des augmentations des immobilisations incorporelles de 19,2 millions $, des passifs courants de 15,2 millions $ et des actifs d'impôt différé de 3,8 millions $, ainsi qu'à une diminution des actifs courants de 7,8 millions $.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, une contrepartie nette en trésorerie de 4,9 millions $ a été versée pour des acquisitions réalisées au cours des exercices précédents.

Investissement dans une participation mise en équivalence

SkyWarrior Flight Training LLC

En août 2021, nous avons acquis une participation de 37 % dans SkyWarrior Flight Training LLC (SkyWarrior) pour une contrepartie en trésorerie de 4,3 millions $. SkyWarrior est une école de formation au vol qui fournit principalement la formation initiale au pilotage de phase 1 à des clients militaires américains et internationaux.

Acquisitions annoncées mais non encore conclues

Accord portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes

Le 28 octobre 2021, nous avons annoncé un accord portant sur notre acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), une gamme inégalée de solutions d'optimisation et de gestion des vols et des équipages, pour 392,5 millions $ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. La transaction dotera CAE du catalogue de produits AirCentre de Sabre, des technologies connexes, des droits de propriété intellectuelle ainsi que de ses employés hautement qualifiés. Si elle est conclue, l'acquisition élargira davantage la portée de CAE auprès de sa vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et nous positionnera comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie. La clôture de la transaction, qui devrait survenir au premier trimestre de l'année civile 2022, est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

Vous trouverez plus de détails à la note annexe 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)
En août 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, *Instruments financiers*, d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, d'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et d'IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications abordent les questions qui découlent de la mise en œuvre de la réforme des taux interbancaires offerts (TIO) lorsque les TIO seront remplacés par des taux de référence alternatifs. Pour les instruments financiers au coût amorti, les modifications introduisent une mesure de simplification selon laquelle si un changement des flux de trésorerie contractuels est le résultat de la réforme des TIO et se fait sur une base économiquement équivalente, le changement sera pris en compte en mettant à jour le taux d'intérêt effectif sans comptabilisation immédiate de profit ou de perte. Les modifications prévoient également des exemptions temporaires supplémentaires de l'application d'exigences spécifiques en matière de comptabilité de couverture d'IAS 39 et d'IFRS 9 aux relations de couverture touchées par la réforme des TIO et exigeront la communication d'informations sur les nouveaux risques découlant de la réforme et sur la manière dont la transition vers des taux de référence alternatifs sera gérée.

CAE a adopté les modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16 le 1er avril 2021. CAE a choisi d'appliquer la méthode de simplification pratique et celle-ci s'appliquera aux transactions qui auront lieu après le 1er avril 2021. Notre service de trésorerie gère le plan de transition afin que les contrats existants qui font référence aux TIO soient ajustés pour assurer la continuité des contrats et traiter les différences de durée et de crédit entre les TIO et les autres taux de référence. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2021, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière passent périodiquement en revue l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information et les évaluent chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

Au troisième trimestre de l'exercice 2022, nous avons acquis L3H MT. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de façon à exclure les contrôles, politiques et procédures de L3H MT pendant une période maximale d' un an à compter de l'acquisition. Nous avons entrepris l'intégration de leurs contrôles internes, politiques et procédures de L3H MT, et nous avons incorporé les contrôles internes à l'égard des processus importants propres à l'acquisition qui, à notre avis, sont appropriés et nécessaires au regard du niveau d'intégration connexe. Au fur et à mesure que l'intégration postérieure à la clôture se poursuit, nous continuerons d'examiner les contrôles et processus internes avec ceux de CAE. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, l'apport de L3H MT aux états financiers consolidés a été de 11 % des produits des activités ordinaires consolidés et de 12 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté. De plus, au 31 décembre 2021, le total de l'actif et le total du passif de L3H MT représentaient 18 % et 5 %, respectivement, du total consolidé de l'actif et du passif.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2022					
Produits des activités ordinaires	**752,7**	**814,9**	**848,7**	[1]	**2 416,3 $**
Résultat net	**47,3**	**17,2**	**28,4**	[1]	**92,9 $**
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**46,4**	**14,0**	**26,2**	[1]	**86,6 $**
Participations ne donnant pas le contrôle	**0,9**	**3,2**	**2,2**	[1]	**6,3 $**
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**0,16**	**0,04**	**0,08**	[1]	**0,28 $**
RPA ajusté	**0,19**	**0,17**	**0,19**	[1]	**0,55 $**
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	**0,15**	**0,17**	**0,19**	[1]	**0,51 $**
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	**293,6**	**316,5**	**316,9**	[1]	**305,1**
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	**295,8**	**318,7**	**318,7**	[1]	**307,3**
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	**1,23**	**1,26**	**1,26**	[1]	**1,25**
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	**1,48**	**1,48**	**1,44**	[1]	**1,47**
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	**1,72**	**1,74**	**1,70**	[1]	**1,72**
Exercice 2021					
Produits des activités ordinaires	550,5	704,7	832,4	894,3	2 981,9 $
Résultat net	(110,0)	(6,0)	49,7	18,8	(47,5) $
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(110,6)	(5,2)	48,8	19,8	(47,2) $
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	(0,8)	0,9	(1,0)	(0,3) $
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(0,42)	(0,02)	0,18	0,07	(0,17) $
RPA ajusté	(0,11)	0,13	0,22	0,22	0,47 $
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	(0,24)	0,03	0,19	0,12	0,12 $
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,7	265,8	271,7	285,2	272,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,7	265,8	273,0	287,3	272,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,39	1,33	1,30	1,27	1,32
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,53	1,56	1,55	1,53	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,72	1,72	1,75	1,73
Exercice 2020					
Produits des activités ordinaires	825,6	896,8	923,5	977,3	3 623,2 $
Résultat net	63,0	75,0	99,8	81,1	318,9 $
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,5	73,8	97,7	78,4	311,4 $
Participations ne donnant pas le contrôle	1,5	1,2	2,1	2,7	7,5 $
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	0,37	0,29	1,17 $
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	0,37	0,29	1,16 $
RPA ajusté	0,24	0,28	0,37	0,46	1,34 $
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,8	266,2	265,8	266,1	266,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,6	268,2	267,6	267,7	267,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,34	1,32	1,32	1,34	1,33
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,47	1,46	1,48	1,48
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,63	1,70	1,72	1,69

[1] Non disponible.

État consolidé du résultat net

(Non audité)		Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	**2021**	2020	**2021**	2020
Produits des activités ordinaires	4	**848,7 $**	832,4 $	**2 416,3 $**	2 087,6 $
Coût des ventes		**606,2**	603,5	**1 732,4**	1 559,7
Marge brute		**242,5 $**	228,9 $	**683,9 $**	527,9 $
Frais de recherche et de développement		**31,7**	36,5	**85,9**	82,2
Frais de vente, généraux et d'administration		**117,5**	105,3	**345,5**	287,4
Autres (profits) et pertes	5	**(6,3)**	(1,5)	**(16,1)**	92,4
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	4	**(13,1)**	(8,6)	**(33,2)**	(0,3)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	6	**47,2**	14,3	**110,9**	65,4
Résultat opérationnel		**65,5 $**	82,9 $	**190,9 $**	0,8 $
Charges financières – montant net	7	**34,5**	33,3	**98,1**	103,6
Résultat avant impôt sur le résultat		**31,0 $**	49,6 $	**92,8 $**	(102,8) $
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		**2,6**	(0,1)	**(0,1)**	(36,5)
Résultat net		**28,4 $**	49,7 $	**92,9 $**	(66,3) $
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		**26,2 $**	48,8 $	**86,6 $**	(67,0) $
Participations ne donnant pas le contrôle		**2,2**	0,9	**6,3**	0,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	9	**0,08 $**	0,18 $	**0,28 $**	(0,25) $

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(Non audité)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
(montants en millions de dollars canadiens)	**2021**	2020	**2021**	2020
Résultat net	**28,4 $**	49,7 $	**92,9 $**	(66,3) $
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	**(22,7) $**	(79,2) $	**(10,9) $**	(198,8) $
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	**2,2**	53,1	**(5,3)**	125,3
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	**(1,1)**	(3,3)	**(4,3)**	(19,8)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	**9,5**	17,0	**(8,2)**	60,4
Reclassement au résultat net du gain sur les couvertures de flux de trésorerie	**(12,1)**	(6,0)	**(12,0)**	(18,4)
Impôt sur le résultat	**2,5**	(4,5)	**3,0**	(15,5)
	(21,7) $	(22,9) $	**(37,7) $**	(66,8) $
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	**(20,9) $**	7,1 $	**15,2 $**	(100,8) $
Perte sur les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat global – montant net	**—**	(1,8)	**—**	(1,8)
Impôt sur le résultat	**5,6**	(1,7)	**(3,9)**	26,8
	(15,3) $	3,6 $	**11,3 $**	(75,8) $
Autres éléments du résultat global	**(37,0) $**	(19,3) $	**(26,4) $**	(142,6) $
Total du résultat global	**(8,6) $**	30,4 $	**66,5 $**	(208,9) $
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	**(10,4) $**	31,3 $	**60,4 $**	(205,0) $
Participations ne donnant pas le contrôle	**1,8**	(0,9)	**6,1**	(3,9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

(Non audité) *(montants en millions de dollars canadiens)*	Notes	**31 décembre 2021**	31 mars 2021
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		**463,5 $**	926,1 $
Dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription	9	**—**	700,1
Créances clients		**522,5**	518,6
Actifs sur contrat		**538,4**	461,9
Stocks		**546,9**	647,8
Acomptes		**57,3**	52,1
Impôt sur le résultat à recouvrer		**46,2**	39,8
Actifs financiers dérivés		**21,3**	32,2
Total de l'actif courant		**2 196,1 $**	3 378,6 $
Immobilisations corporelles		**2 132,1**	1 969,4
Actifs au titre des droits d'utilisation		**349,8**	308,5
Immobilisations incorporelles		**3 428,9**	2 055,8
Investissement dans les participations mises en équivalence		**454,8**	422,2
Actifs d'impôt différé		**121,7**	104,9
Actifs financiers dérivés		**6,7**	13,2
Autres actifs non courants		**525,1**	495,8
Total de l'actif		**9 215,2 $**	8 748,4 $
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		**890,9 $**	945,6 $
Provisions		**34,0**	52,6
Impôt sur le résultat à payer		**16,7**	16,2
Passifs sur contrat		**698,7**	674,7
Partie courante de la dette à long terme	7	**195,9**	216,3
Passifs au titre des reçus de souscription	9	**—**	714,1
Passifs financiers dérivés		**25,5**	13,8
Total du passif courant		**1 861,7 $**	2 633,3 $
Provisions		**25,5**	30,9
Dette à long terme	7	**2 578,1**	2 135,2
Obligations au titre des redevances		**145,7**	141,8
Obligations au titre des avantages du personnel		**216,7**	222,2
Passifs d'impôt différé		**78,3**	123,5
Passifs financiers dérivés		**1,4**	3,1
Autres passifs non courants		**293,3**	245,6
Total du passif		**5 200,7 $**	5 535,6 $
Capitaux propres			
Capital-actions		**2 223,9 $**	1 516,2 $
Surplus d'apport		**37,6**	22,5
Cumul des autres éléments du résultat global		**35,4**	58,1
Résultats non distribués		**1 641,6**	1 543,7
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		**3 938,5 $**	3 140,5 $
Participations ne donnant pas le contrôle		**76,0**	72,3
Total des capitaux propres		**4 014,5 $**	3 212,8 $
Total du passif et des capitaux propres		**9 215,2 $**	8 748,4 $

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité) *Période de neuf mois close le 31 décembre 2021* *(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*	Notes	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	**Total des capitaux propres**
		Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
		Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport					
Soldes au 31 mars 2021		293 355 463	1 516,2 $	22,5 $	58,1 $	1 543,7 $	3 140,5 $	72,3 $	**3 212,8 $**
Résultat net		—	— $	— $	— $	86,6 $	86,6 $	6,3 $	**92,9 $**
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(37,5)	11,3	(26,2)	(0,2)	**(26,4)**
Total du résultat global		—	— $	— $	(37,5) $	97,9 $	60,4 $	6,1 $	**66,5 $**
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription	9	22 400 000	677,2	12,5	—	—	689,7	—	**689,7**
Exercice d'options sur actions		1 227 885	30,5	(4,0)	—	—	26,5	—	**26,5**
Charge liée aux paiements fondés sur des actions		—	—	6,6	—	—	6,6	—	**6,6**
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	3	—	—	—	14,8	—	14,8	—	**14,8**
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(2,4)	**(2,4)**
Soldes au 31 décembre 2021		**316 983 348**	**2 223,9 $**	**37,6 $**	**35,4 $**	**1 641,6 $**	**3 938,5 $**	**76,0 $**	**4 014,5 $**

Période de neuf mois close le 31 décembre 2020 *(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)*	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport					
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5 $	26,9 $	193,2 $	1 590,1 $	2 489,7 $	88,6 $	2 578,3 $
Résultat net	—	— $	— $	— $	(67,0) $	(67,0) $	0,7 $	(66,3) $
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(64,0)	(74,0)	(138,0)	(4,6)	(142,6)
Total du résultat global	—	— $	— $	(64,0) $	(141,0) $	(205,0) $	(3,9) $	(208,9) $
Émission d'actions ordinaires aux termes d'un placement d'actions	16 594 126	478,8	—	—	—	478,8	—	478,8
Exercice d'options sur actions	547 025	11,1	(1,4)	—	—	9,7	—	9,7
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	8,8	—	—	8,8	—	8,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,8)	(5,8)
Soldes au 31 décembre 2020	282 760 778	1 169,4 $	34,3 $	129,2 $	1 449,1 $	2 782,0 $	78,9 $	2 860,9 $

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)
Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)	Notes	**2021**	2020
Activités opérationnelles			
Résultat net		**92,9 $**	(66,3) $
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	4	**229,6**	241,0
Dépréciation d'actifs non financiers		**33,7**	137,6
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		**(33,2)**	(0,3)
Impôt sur le résultat différé		**(18,1)**	(39,5)
Crédits d'impôt à l'investissement		**(21,4)**	(22,6)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions		**3,3**	2,5
Régimes de retraite à prestations définies		**10,0**	11,8
Autres passifs non courants		**(32,8)**	(15,0)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		**8,1**	(27,5)
Autres		**40,4**	44,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	**(101,1)**	(74,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		**211,4 $**	192,0 $
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	3	**(1 384,8) $**	(134,7) $
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence	3	**(4,3)**	—
Ajouts d'immobilisations corporelles	4	**(197,5)**	(57,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		**8,1**	1,7
Ajouts d'immobilisations incorporelles	4	**(64,4)**	(45,0)
(Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence		**(19,9)**	1,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		**20,6**	11,7
Autres		**(2,4)**	(5,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		**(1 644,6) $**	(227,1) $
Activités de financement			
Remboursement net au titre des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		**— $**	(705,6) $
Produit tiré de la dette à long terme	7	**422,4**	23,3
Remboursement sur la dette à long terme		**(60,9)**	(18,4)
Remboursement sur les obligations locatives		**(75,5)**	(59,9)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		**695,5**	482,6
Autres		**(3,0)**	(0,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		**978,5 $**	(278,7) $
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		**(7,9) $**	(12,8) $
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**(462,6) $**	(326,6) $
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		**926,1**	946,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		**463,5 $**	619,9 $

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)
(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 11 février 2022.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE est une entreprise de haute technologie qui fournit des solutions pour rendre le monde plus sécuritaire.

CAE inc. et ses filiales (ou la Société) gère ses activités en trois secteurs :

(i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout;

(ii) Défense et sécurité – Une entreprise mondiale de formation et de simulation, indépendamment de la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant les systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;

(iii) Santé – Fournit des solutions intégrées d'enseignement et de formation aux étudiants du domaine de la santé, et aux professionnels cliniques tout au long de leur cycle de carrière, incluant la simulation chirurgicale et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, ce qui entraîne une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements sont habituellement plus élevés au cours du deuxième semestre de l'exercice puisque l'attribution des contrats et la disponibilité du financement dépendent du cycle budgétaire du gouvernement fédéral, lequel, aux États-Unis, est fondé sur une fin d'exercice en septembre.

Toutefois, en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19, il n'est pas attendu que les résultats suivent les tendances historiques.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers-intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Les incertitudes créées par la pandémie de COVID-19 ont nécessité l'utilisation de jugements et d'estimations dans certains domaines, tels que la dépréciation des actifs financiers et non financiers et la comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'impact futur de la pandémie de COVID-19 augmente le risque, dans les périodes de référence futures, d'ajustements importants de la valeur comptable des actifs nets de la société.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)

En août 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, *Instruments financiers*, d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, d'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et d'IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications abordent les questions qui découlent de la mise en œuvre de la réforme des taux interbancaires offerts (TIO) lorsque les TIO seront remplacés par des taux de référence alternatifs. Pour les instruments financiers au coût amorti, les modifications introduisent une mesure de simplification selon laquelle si un changement des flux de trésorerie contractuels résulte de la réforme des TIO et se fait sur une base économiquement équivalente, le changement sera pris en compte en mettant à jour le taux d'intérêt effectif sans comptabilisation immédiate de profit ou de perte. Les modifications prévoient également des exemptions temporaires supplémentaires de l'application d'exigences spécifiques en matière de comptabilité de couverture d'IAS 39 et IFRS 9 aux relations de couverture touchées par la réforme des TIO et exigent la communication d'informations sur les nouveaux risques découlant de la réforme et sur la manière dont la transition à d'autres taux de référence sera gérée.

Ces modifications aux normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 ont été adoptées le 1er avril 2021. La Société a choisi d'appliquer la méthode de simplification pratique et celle-ci s'appliquera aux transactions qui auront lieu après le 1er avril 2021. Le service de trésorerie de la Société gère le plan de transition afin que les contrats existants qui font référence aux TIO soient ajustés pour assurer la continuité des contrats et traiter les différences de durée et de crédit entre les TIO et les autres taux de référence. L'adoption de cet amendement n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ACQUISITION D'UN INVESTISSEMENT DANS UNE PARTICIPATION MISE EN ÉQUIVALENCE

Regroupements d'entreprises

Division de Formation militaire de L3Harris Technologies

Le 2 juillet 2021, la Société a conclu l'acquisition précédemment annoncée de la division de Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) pour une contrepartie en trésorerie de 1 337,7 millions $ [1 075,3 millions $ US], sous réserve d'ajustements additionnels du prix d'achat. L3H MT inclut Link Simulation & Training, Doss Aviation et AMI. Link Simulation & Training est l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation militaire aux États-Unis; Doss Aviation est un fournisseur de l'entraînement initial au vol à la United States Air Force; et AMI est un établissement de conception et de fabrication de matériel destiné aux simulateurs. Cette acquisition élargit la position de la Société en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, indépendamment de la plateforme, en diversifiant sa position de chef de file en formation et simulation dans le domaine aérien, complétant ainsi ses solutions de formation terrestre et navale, et améliorant ses capacités de simulation et de formation dans les domaines spatial et cybernétique.

En mars 2021, afin d'atténuer l'impact potentiel sur le prix d'achat des variations du taux de change, la Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir une partie du prix d'achat de l'acquisition de L3H MT (800 millions $ US). La Société a appliqué la comptabilité de couverture et la variation de la juste valeur de ces instruments financiers avant la date d'acquisition de L3H MT a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le 2 juillet 2021, ces instruments financiers ont été exercés dans le cadre de la clôture de l'acquisition de L3H MT, et les pertes réalisées de couverture de flux de trésorerie de 17,1 millions $, moins le recouvrement d'impôt sur le revenu de 2,3 millions $, a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global et incluse comme ajustement de la contrepartie d'achat.

Au 31 décembre 2021, la détermination préliminaire de la juste valeur des actifs nets acquis et des passifs assumés découlant de l'acquisition de L3H MT est la suivante :

	L3H MT
Actif courant	**117,8 $**
Passif courant	**(130,9)**
Immobilisations corporelles	**96,3**
Actifs au titre des droits d'utilisation	**31,6**
Immobilisations incorporelles	**1 335,0**
Impôts différés	**41,3**
Autre actif non courant	**7,7**
Dette à long terme, incluant la partie courante	**(33,9)**
Autre passif non courants	**(104,0)**
Prix d'achat total, y compris la couverture du prix d'achat	**1 360,9 $**
Ajustement du prix d'achat à payer	**(8,4)**
Contrepartie totale en espèces payée à la date d'acquisition	**1 352,5 $**

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, un ajustement du prix d'achat de 8,4 millions $ a été payé au vendeur.

La juste valeur préliminaire des actifs incorporels acquis s'élève à 1 335,0 millions $ et se compose d'un goodwill de 1 017,8 millions $ (860,5 millions $ sont déductibles à des fins fiscales), de relations clients de 217,7 millions $ et de technologie de 99,5 millions $.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances acquises s'élevaient à 49,2 millions $.

Le total des coûts d'acquisition liés à cette acquisition est inclus dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition dans le compte de résultat consolidé (note 6).

Les produits d'activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel ajusté inclus dans le compte de résultat consolidé de L3H MT depuis la date d'acquisition s'élevaient respectivement à 263,0 millions $ et à 35,8 millions $. Si L3H MT avait été consolidée à partir du 1er avril 2021, le résultat net consolidé aurait montré des revenus et un résultat opérationnel sectoriel ajusté d'environ 402,1 millions $ et 52,0 millions $ respectivement. Ces montants pro-forma sont estimés sur la base des activités des entreprises acquises avant les regroupements d'entreprises par la Société et en supposant que les affectations du prix d'achat ont pris effet le 1er avril 2021.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, de L3H MT sont inclus dans le segment Défense et sécurité.

Au 31 décembre 2021, la répartition du prix d’achat est préliminaire.

Autres regroupements d'entreprises de l'exercice 2022

RB Group

Le 1er avril 2021, la Société a acquis la participation restante de 79 % dans RB Group, un important fournisseur de solutions entièrement intégrées qui modernisent la façon dont les compagnies aériennes et les exploitants d’avions d’affaires interagissent avec leur équipage. Cette acquisition vient appuyer l'expansion de la Société dans le domaine de la gestion numérique des équipages de vol dans le cadre de sa stratégie visant à accroître les services de logiciels destinés à l’aviation civile. Avant cette transaction, la participation de 21 % de la Société dans RB Group était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

GlobalJet Services

Le 10 juin 2021, la Société a acquis GlobalJet Services (GlobalJet), un fournisseur en matière de formation à la maintenance aéronautique reconnu dans le monde entier pour ses services destinés à l'aviation commerciale et aux hélicoptères. Cette acquisition augmente la capacité de formation de la Société en agrandissant sa gamme de plateformes d'aéronefs disponibles pour les programmes de formation à la maintenance de classe mondiale et approuvés par les organismes de réglementation.

Medicor Lab Inc.

Le 5 juillet 2021, la Société a acquis les actions de Medicor Lab Inc. (Medicor), une société spécialisée dans les dispositifs de formation aux tâches et dans la production de peau synthétique réaliste. Cette acquisition permet à la Société d'enrichir sa gamme de produits et d'accroître sa capacité à offrir des simulateurs de meilleure qualité, pour une meilleure expérience client.

Le montant total d'achat pour les acquisitions de RB Group, GlobalJet et Medicor se compose d'une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 19,0 millions $, d'un montant à payer à long terme de 1,2 million $, ainsi que d'une contrepartie conditionnelle pouvant atteindre 4,0 millions $ si certains objectifs sont atteints, et est principalement affecté au goodwill et aux immobilisations incorporelles.

Les actifs nets acquis, y compris les immobilisations incorporelles, découlant des acquisitions de RB Group et GlobalJet sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile tandis que ceux de Medicor sont inclus dans le secteur Santé.

Autres
Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, la Société a terminé son évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flight Simulation Company B.V., Merlot Aero Limited et TRU Simulation + Training Canada acquis au cours de l'exercice 2021 ainsi que du RB Group, GlobalJet et Medicor acquis au cours de l'exercice 2022.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les ajustements aux allocations préliminaires du prix d'achat des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2021 ont donné lieu à des augmentations des immobilisations incorporelles de 19,2 millions $, des passifs courants de 15,2 millions $ et des actifs d'impôts différés de 3,8 millions $, ainsi qu'à une diminution des actifs courants de 7,8 millions $.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, une contrepartie nette en trésorerie de 4,9 millions $ a été versée pour des acquisitions réalisées au cours des exercices précédents.

Investissement dans une participation mise en équivalence

SkyWarrior Flight Training LLC
En août 2021, la Société a acquis une participation de 37% dans SkyWarrior Flight Training LLC (SkyWarrior) pour une contrepartie en trésorerie de 4,3 millions $. SkyWarrior est une école de formation au pilotage qui fournit principalement la formation initiale au pilotage de phase 1 à des clients militaires américains et internationaux.

Acquisitions annoncées mais non réalisées

Accord pour l'acquisition de la division AirCentre de Sabre
Le 28 octobre 2021, la Société a annoncé qu'elle avait conclu un accord portant sur l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), une gamme inégalée de solutions d'optimisation et de gestion des vols et des équipages, pour un montant de 392,5 millions $ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. La transaction apportera à la société le catalogue de produits AirCentre de Sabre, les technologies connexes et la propriété intellectuelle, ainsi que le transfert de ses employés hautement qualifiés. Sous réserve de sa réalisation, l'acquisition élargira davantage la portée de CAE auprès de sa vaste clientèle au-delà de la formation des pilotes et positionnera La Société comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie. La clôture de la transaction est prévue au cours du premier trimestre de l'année civile 2022 et est assujettie aux conditions habituelles et aux approbations réglementaires.

NOTE 4 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients par secteur, par produits et services et par secteur géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

Au quatrième trimestre de l'exercice 2021, la Société a modifié sa mesure de rentabilité sectorielle de façon à mieux refléter la manière dont la direction évalue la performance de ceux-ci. La Société a retraité rétrospectivement l'information de la période comparative aux fins de conformité avec la définition et la présentation actuelles.

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques ou d'événements importants. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance.

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

Trimestres clos les 31 décembre	Solutions de formation pour l'aviation civile **2021**	2020	Défense et sécurité **2021**	2020	Santé **2021**	2020	Total **2021**	2020
Produits des activités ordinaires externes	**390,1 $**	412,2 $	**426,5 $**	299,3 $	**32,1 $**	120,9 $	**848,7 $**	832,4 $
Dotation aux amortissements	**55,5**	58,2	**21,1**	12,9	**3,3**	8,1	**79,9**	79,2
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	**16,6**	9,2	**0,9**	—	**4,9**	0,1	**22,4**	9,3
Dépréciation des créances clients – montant net	**1,9**	2,1	**(0,2)**	—	**—**	—	**1,7**	2,1
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	**11,8**	6,2	**1,3**	2,4	**—**	—	**13,1**	8,6
Résultat opérationnel	**57,1**	48,4	**16,5**	21,8	**(8,1)**	12,7	**65,5**	82,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**83,4**	62,0	**32,0**	22,3	**(2,7)**	12,9	**112,7**	97,2

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	Solutions de formation pour l'aviation civile **2021**	2020	Défense et sécurité **2021**	2020	Santé **2021**	2020	Total **2021**	2020
Produits des activités ordinaires externes	**1 185,1 $**	1 024,7 $	**1 132,6 $**	882,7 $	**98,6 $**	180,2 $	**2 416,3 $**	2 087,6 $
Dotation aux amortissements	**166,4**	184,7	**53,3**	40,5	**9,9**	15,8	**229,6**	241,0
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	**27,1**	110,8	**1,9**	25,6	**4,7**	1,2	**33,7**	137,6
Dépréciation des créances clients – montant net	**1,3**	7,6	**(0,2)**	—	**—**	0,1	**1,1**	7,7
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	**27,6**	(2,3)	**5,6**	2,6	**—**	—	**33,2**	0,3
Résultat opérationnel	**166,0**	(34,0)	**30,2**	24,0	**(5,3)**	10,8	**190,9**	0,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**218,4**	97,7	**82,4**	63,8	**1,0**	12,9	**301,8**	174,4

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

Trimestres clos les 31 décembre	Solutions de formation pour l'aviation civile **2021**	2020	Défense et sécurité **2021**	2020	Santé **2021**	2020	Total **2021**	2020
Résultat opérationnel	**57,1 $**	48,4 $	**16,5 $**	21,8 $	**(8,1) $**	12,7 $	**65,5 $**	82,9 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 6)	**26,3**	13,6	**15,5**	0,5	**5,4**	0,2	**47,2**	14,3
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**83,4 $**	62,0 $	**32,0 $**	22,3 $	**(2,7) $**	12,9 $	**112,7 $**	97,2 $

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	Solutions de formation pour l'aviation civile **2021**	2020	Défense et sécurité **2021**	2020	Santé **2021**	2020	Total **2021**	2020
Résultat opérationnel	**166,0 $**	(34,0) $	**30,2 $**	24,0 $	**(5,3) $**	10,8 $	**190,9 $**	0,8 $
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 6)	**52,4**	50,0	**52,2**	13,3	**6,3**	2,1	**110,9**	65,4
Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19	**—**	81,7	**—**	26,5	**—**	—	**—**	108,2
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	**218,4 $**	97,7 $	**82,4 $**	63,8 $	**1,0 $**	12,9 $	**301,8 $**	174,4 $

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme d'ajouts aux immobilisations corporelles et incorporelles, s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre **2021**	2020	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre **2021**	2020
Solutions de formation pour l'aviation civile	**83,3 $**	29,6 $	**215,9 $**	66,1 $
Défense et sécurité	**15,5**	6,0	**33,6**	17,7
Santé	**3,6**	4,6	**12,4**	18,3
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	**102,4 $**	40,2 $	**261,9 $**	102,1 $

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	31 décembre 2021	31 mars 2021
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	**4 782,1 $**	4 847,5 $
Défense et sécurité	**3 167,5**	1 561,9
Santé	**256,7**	250,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	**1 008,9**	2 088,8
Total de l'actif	**9 215,2 $**	8 748,4 $
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	**898,6 $**	1 039,4 $
Défense et sécurité	**806,8**	540,5
Santé	**63,0**	159,3
Passif non inclus dans le passif utilisé	**3 432,3**	3 796,4
Total du passif	**5 200,7 $**	5 535,6 $

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Produits	**339,0 $**	401,0 $	**992,2 $**	875,6 $
Formation et services	**509,7**	431,4	**1 424,1**	1 212,0
Total des produits des activités ordinaires externes	**848,7 $**	832,4 $	**2 416,3 $**	2 087,6 $

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 31 décembre		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	**102,4 $**	158,3 $	**253,8 $**	278,0 $
États-Unis	**420,3**	324,2	**1 178,5**	995,5
Royaume-Uni	**54,7**	36,8	**145,0**	96,0
Autres pays d'Amérique	**15,3**	13,9	**47,7**	37,0
Europe	**148,9**	167,0	**350,7**	368,7
Asie	**87,6**	117,3	**368,9**	265,5
Océanie et Afrique	**19,5**	14,9	**71,7**	46,9
	848,7 $	832,4 $	**2 416,3 $**	2 087,6 $

	31 décembre 2021	31 mars 2021
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	**1 549,3 $**	1 459,1 $
États-Unis	**3 156,0**	1 571,1
Royaume-Uni	**379,6**	358,8
Autres pays d'Amérique	**167,7**	205,6
Europe	**900,2**	906,2
Asie	**507,2**	501,6
Océanie et Afrique	**77,8**	81,8
	6 737,8 $	5 084,2 $

NOTE 5 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les 31 décembre		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Dépréciation d'actifs non financiers	**— $**	— $	**— $**	103,5 $
Profit net sur les écarts de conversion	**(1,2)**	(2,6)	**(3,5)**	(12,2)
Autres	**(5,1)**	1,1	**(12,6)**	1,1
Autres (profits) et pertes	**(6,3) $**	(1,5) $	**(16,1) $**	92,4 $

NOTE 6 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 31 décembre		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Coûts d'intégration et d'acquisition	**20,5 $**	— $	**64,2 $**	— $
Dépréciation d'actifs non financiers	**20,7**	9,7	**30,6**	33,5
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	**2,6**	1,8	**4,6**	21,7
Autres coûts	**3,4**	2,8	**11,5**	10,2
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	**47,2 $**	14,3 $	**110,9 $**	65,4 $

Le 12 août 2020, la Société a annoncé qu'elle prendrait des mesures supplémentaires afin de mieux desservir le marché en optimisant sa base d'actifs et sa présence à l'échelle mondiale et en ajustant ses activités en fonction de la demande attendue et les gains d'efficacités structurelles qui en découleront. À la suite de ces mesures, la Société a mis en œuvre un programme de restructuration consistant principalement en des frais immobiliers, de relocalisation d'actifs et d'autres coûts directement liés à l'optimisation de sa présence opérationnelle ainsi que des indemnités de cessation d'emploi, qui ont été réalisés tout au long de l'exercice 2021 et l'exercice 2022.

La dépréciation des actifs non financiers dans le cadre de ce programme de restructuration comprend essentiellement la dépréciation des immobilisations corporelles liées aux dispositifs de formation considérés comme excédentaires, d'immobilisations incorporelles du fait de l'arrêt de certains produits, ainsi que d'immeubles et d'actifs au titre du droits d'utilisation des installations immobilières louées afin de s'aligner sur l'optimisation de sa présence opérationnelle ainsi que ses actifs.

Pour le trimestre et la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de L3H MT (note 3) se sont élevés respectivement à 17,4 millions $ et 54,3 millions $.

NOTE 7 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

Émission d'emprunts à terme

Le 2 juillet 2021, au moment de la conclusion de l'acquisition de L3H MT (note 3), la Société a conclu des contrats de prêts à terme non garanti pour un montant total de 300,0 millions $ US, qui se compose d'une première tranche de 175,0 millions $ US échéant en 2023 et d'une deuxième tranche de 125,0 millions $ US échéant en 2025, portant intérêt à des taux variables.

Prorogation de la facilité de crédit renouvelable

En septembre 2021, la Société a prorogé l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 $ millions US jusqu'au 29 septembre 2026.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	**2021**	2020
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	**26,4 $**	24,9 $	**77,2 $**	76,6 $
Obligations locatives	**3,9**	5,1	**12,1**	16,6
Obligations au titre des redevances	**3,0**	2,4	**8,9**	7,5
Obligations au titre des avantages du personnel	**1,3**	1,6	**3,9**	4,8
Autres	**4,3**	3,2	**10,9**	9,6
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	**(1,9)**	(0,7)	**(4,9)**	(2,0)
Charges financières	**37,0 $**	36,5 $	**108,1 $**	113,1 $
Produits financiers :				
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	**(2,1) $**	(2,3) $	**(6,9) $**	(7,5) $
Autres	**(0,4)**	(0,9)	**(3,1)**	(2,0)
Produits financiers	**(2,5) $**	(3,2) $	**(10,0) $**	(9,5) $
Charges financières – montant net	**34,5 $**	33,3 $	**98,1 $**	103,6 $

NOTE 8 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La comptabilisation de la participation gouvernementale, autre que celle provenant des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	**2021**	2020
Portée au crédit des actifs non financiers	**5,8 $**	1,3 $	**11,7 $**	10,0 $
Portée au crédit du résultat net	**5,9**	5,5	**15,4**	16,2
	11,7 $	6,8 $	**27,1 $**	26,2 $

Programmes d'aide gouvernementale COVID-19

La Société accédait auparavant aux mesures de secours d'urgence gouvernementales et aux programmes de subventions salariales disponibles dans le monde entier, principalement le programme de subventions salariales d'urgence du Canada (SSUC). La participation de la Société au programme SSUC a cessé le 5 juin 2021 et, par conséquent, la Société n'a réclamé aucune prestation SSUC pour les salaires et les charges salariales engagés après le 5 juin 2021.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020, la Société a reçu des contributions gouvernementales liées aux programmes de soutien COVID-19, principalement sous forme de remboursement de salaire des employés pour un montant de 17,1 millions $ dont 6,5 millions $ ont été crédités aux actifs non financiers et 10,6 millions $ ont été crédités aux revenus. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les contributions gouvernementales liées aux programmes de soutien COVID-19 ont totalisé 14,9 millions $ (115,7 millions $ en 2020), dont 1,3 millions $ (25,5 millions $ en 2020) ont été crédités aux actifs non financiers et 13,6 millions $ (90,2 millions $ en 2020) ont été crédités aux revenus.

Nouveaux accords de participation financière

En septembre 2021, la Société a conclu de nouveaux accords de participation financière avec le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec qui financeront jusqu'à 190,0 millions $ et 150,0 millions $, respectivement, sous forme de prêts partiellement remboursables pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D. Les investissements financeront le Projet Résilience, un plan d'investissement dans les innovations en R-D au cours des cinq prochaines années dans le but de développer les technologies de l'avenir, y compris les solutions numériques immersives utilisant les écosystèmes de données et l'intelligence artificielle dans les secteurs de l'aviation civile, de la défense et de sécurité et de la santé.

NOTE 9 – CAPITAL-ACTIONS ET RÉSULTAT PAR ACTION

Capital-actions

Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription

Le 2 juillet 2021, au moment de la conclusion de l'acquisition de L3H MT (note 3), 22 400 000 reçus de souscription en circulation ont été convertis en actions ordinaires de CAE, conformément aux modalités des reçus de souscription, à raison d'une pour une. Le produit de l'émission des reçus de souscription de 700,0 millions $, ainsi que les intérêts gagnés de 0,4 million $, ont été libérés par le dépositaire légal et utilisés pour financer l'acquisition de la division de Formation militaire de L3Harris Technologies. Le total des coûts liés à l'émission s'est élevé à 31,0 millions $, moins un recouvrement d'impôt sur le revenu de 8,2 millions $.

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	**316 896 601**	271 663 611	**309 061 307**	267 707 796
Effet dilutif des options sur actions	**1 824 883**	1 290 887	**2 008 658**	441 868
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	**318 721 484**	272 954 498	**311 069 965**	268 149 664

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les options permettant d'acquérir 688 830 actions ordinaires (2020 – 1 135 375) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, des options visant l'acquisition de 645 030 actions ordinaires (2020 – 2 673 800) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	**2021**	2020
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	**77,2 $**	62,6 $
Actifs sur contrat	**(12,5)**	94,5
Stocks	**93,2**	(86,4)
Acomptes	**(4,3)**	(2,7)
Impôt sur le résultat	**(28,7)**	(12,9)
Dettes fournisseurs et charges à payer	**(125,0)**	(46,8)
Provisions	**(22,5)**	12,5
Passifs sur contrat	**(78,5)**	(95,3)
	(101,1) $	(74,5) $

Information supplémentaire :

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	**2021**	2020
Intérêts payés	**61,5 $**	70,8 $
Intérêts reçus	**10,6**	9,4
Impôt sur le résultat payé	**40,3**	21,2

NOTE 11 – ÉVENTUALITÉS

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu des avis de cotisation de l'Agence du Revenu du Canada (ARC) concernant le traitement par la Société des montants reçus du programme de l'Initiative Stratégique pour l'Aérospatiale et la Défense (ISAD) au cours de ses années d'imposition 2012 et 2013. Dans le cadre du programme ISAD, la Société a reçu des fonds du Gouvernement du Canada pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D, sous forme d'un prêt portant intérêt et remboursable sans condition, dont la Société a commencé à rembourser le principal et les intérêts au cours de l'exercice 2016, conformément aux modalités du programme. L'ARC a statué que les montants reçus en vertu du programme ISAD constituent une aide gouvernementale, plutôt qu'un prêt. La Société a déposé des avis d'opposition aux cotisations de l'ARC, suivis d'un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

Le 14 septembre 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, qui était favorable à la nouvelle cotisation initiale de l'ARC et a jugé que les montants reçus dans le cadre du programme ISAD étaient admissibles à titre d'aide gouvernementale. Le 8 octobre 2021, la Société a déposé un avis d'appel auprès de la Cour d'appel fédérale. Par conséquent, la Société n'a pas reconnu les impacts des réévaluations de l'ARC dans ses états financiers consolidés.

Bien que la Société est convaincue qu'elle réussira finalement à défendre sa position auprès de la Cour d'appel fédérale, si elle n'y parvient pas, l'impact de la nouvelle cotisation n'aura pas d'effet négatif important sur la charge fiscale globale de la société, mais affectera principalement le calendrier des paiements d'impôts.

NOTE 12 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription, des créances clients, ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer et des passifs au titre des reçus de souscription se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;

ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;

iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;

iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;

v) La juste valeur de la dette à long terme, des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;

vi) La juste valeur des contreparties conditionnelles découlant de regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des critères sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble. Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par catégorie se présentent comme suit :

		31 décembre 2021		31 mars 2021	
	Niveau	**Valeur comptable**	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	**463,5 $**	**463,5 $**	926,1 $	926,1 $
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	**11,4**	**11,4**	11,4	11,4
Dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription	Niveau 2	**—**	**—**	700,1	700,1
Swaps sur actions	Niveau 2	**(16,7)**	**(16,7)**	(0,6)	(0,6)
Contrats de change à terme	Niveau 2	**2,2**	**2,2**	7,5	7,5
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	**(15,4)**	**(15,4)**	(11,2)	(11,2)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	**5,6**	**5,6**	5,1	5,1
Contrats de change à terme	Niveau 2	**10,0**	**10,0**	16,5	16,5
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients[1]	Niveau 2	**463,5**	**463,5**	478,7	478,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	**130,3**	**144,2**	128,5	141,0
Acomptes à un placement de portefeuille	Niveau 2	**10,9**	**10,9**	11,1	11,1
Autres actifs[2]	Niveau 2	**26,2**	**26,2**	28,6	29,0
Dettes fournisseurs et charges à payer[3]	Niveau 2	**(672,2)**	**(672,2)**	(674,9)	(674,9)
Passifs au titre des reçus de souscription	Niveau 2	**—**	**—**	(714,1)	(714,1)
Total de la dette à long terme[4]	Niveau 2	**(2 401,3)**	**(2 869,8)**	(2 010,9)	(2 216,3)
Autres passifs non courants[5]	Niveau 2	**(158,4)**	**(186,2)**	(174,2)	(187,4)
Actifs financiers à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	**1,5**	**1,5**	1,5	1,5
		(2 138,9) $	**(2 621,3) $**	(1 270,8) $	(1 476,5) $

[1] Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.
[2] Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.
[3] Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.
[4] Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.
[5] Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Les changements dans les instruments financiers de niveau 3 sont les suivants :

	Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	**Placement en actions**	**Total**
Soldes au 31 mars 2021	(11,2) $	1,5 $	(9,7) $
Ajouts – regroupements d'entreprises (note 3)	(4,0)	—	(4,0)
Écarts de conversion comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(0,2)	—	(0,2)
Soldes au 31 décembre 2021	**(15,4) $**	**1,5 $**	**(13,9) $**

NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les soldes en cours de la Société auprès de ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	31 décembre 2021	31 mars 2021
Créances clients	**39,1 $**	33,3 $
Actifs sur contrat	**13,3**	14,3
Autres actifs non courants	**13,6**	26,4
Dettes fournisseurs et charges à payer	**5,6**	5,8
Passifs sur contrat	**38,5**	22,0
Autres passifs non courants	**1,5**	1,5

Les transactions de la Société avec ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		**Périodes de neuf mois closes les 31 décembre**	
	2021	2020	**2021**	2020
Produits des activités ordinaires	**29,6 $**	25,6 $	**75,8 $**	92,9 $
Achats	**—**	0,9	**1,4**	1,3
Autres produits	**0,2**	0,4	**0,7**	1,1

cae.com